

La situation de la politique budgétaire au sein de la crise des dettes souveraines européenne

Pour avoir des résultats authentiques, on va analyser les données des principaux indicateurs économiques relative d'une manière directe ou indirecte à la politique budgétaire appliqué au pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), dans une période commence de l'année 2001 et termine à l'année 2013. Partageant l'étude en 3 périodes significatives :

- La première période (de 2001 à 2006) : Le choix de cette période repose la chronologie du commencement d'une politique de relance qui se présente dans le plan de soutien de relance en Algérie, le choix de la fin de cette période ne s'appuie pas sur la fin du période de ce plan, mais elle représente l'année qui précède le déclenchement de la crise financière mondiale.
- La deuxième période (de 2007 à 2009) : parallèlement avec l'éclatement et la propagation de la crise financière et économique mondiale, bien que l'année 2009 représente un début des signes qui est aplani l'apparition de la crise des dettes souveraines.
- La troisième période (de 2010 à 2013) : L'année 2010 est considérer comme l'année officielle de déclenchement de la crise des dettes souveraine européenne.

Certains indicateurs sont utile pour l'analyse tel que le solde budgétaire ou publique ses recettes et ses dépenses, ainsi que le niveau d'endettement. D'une façon générale, l'analyse doit se reposer sur les indicateurs déterminant de la soutenabilité des finances publique (soutenabilité de politique budgétaire et soutenabilité de dette publique), utilisant également d'autres indicateurs tel que le solde commerciale qui va nous aider à savoir l'impact de la crise des dettes souveraines sur l'économie des pays du Maghreb et delà sur la politique budgétaire.

Généralement, la crise de la dette souveraine, comme la crise mondiale, engendre un ralentissement de l'économie.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1. Sous-Section II-I : L'évolution des indicateurs de la politique budgétaire entre 2001 et 2013 au pays du Maghreb :

Pour avoir des résultats significatifs, on va traiter l'évolution du solde budgétaire et le solde public en appuyant sur l'étude des recettes et des dépenses ainsi que la dette publique.

III.II.1.i. Le solde budgétaire :

Le solde budgétaire peut être excédentaire ou bien déficitaire. On va traiter les soldes budgétaires des pays du Maghreb depuis 2001 jusqu'à 2013 en partageant la période d'étude en trois.

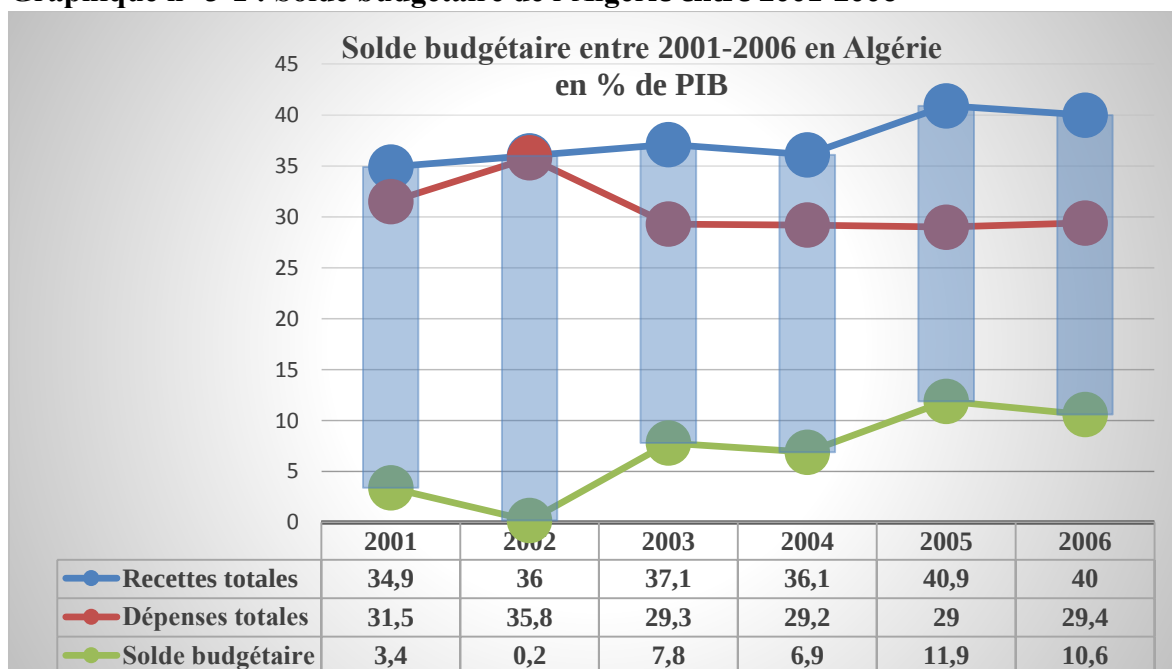
III.II.1.i.a. L'étude de l'évolution du solde budgétaire par période :

Le solde budgétaire peut être excédentaire ou bien déficitaire. On va traiter les soldes budgétaires des pays du Maghreb depuis 2001 jusqu'à 2013 en partageant la période d'étude en trois.

III.II.1.i.a.1. La première période entre 2001-2006 :

Le présent graphique montre l'évolution du solde budgétaire entre 2001 et 2006 :

Graphique n° 3-1 : Solde budgétaire de l'Algérie entre 2001-2006



Source : Les données du FMI.

L'Algérie a poursuivi une politique expansionniste depuis l'année 2001, une accumulation des recettes a été caractérisée la première période d'étude (2001-2006), elle

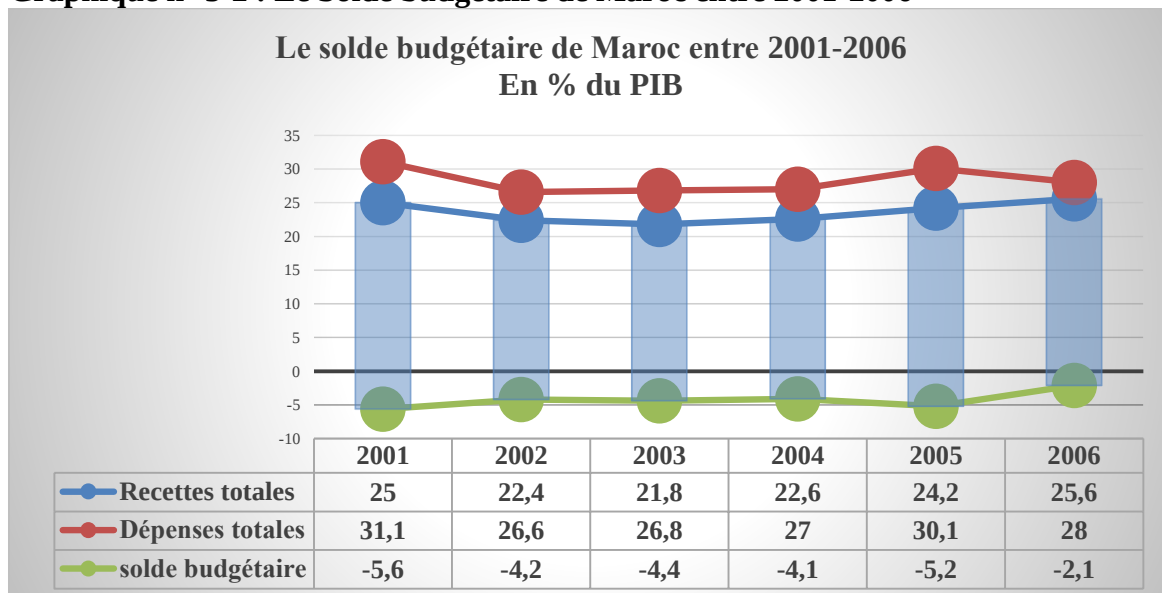
Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

atteint à 34.9% du PIB en 2001, 36% en 2002, 37.1% en 2003 et 36.1% en 2004 pour s'élève, en 2005, à 40.9% qui est la valeur la plus haute dans cette période. En 2006, l'Algérie a marqué presque le même niveau des recettes qui atteint à 40% du PIB.

Les dépenses publiques totales ont également exposé un niveau régulier atteint à 31.4% du PIB en 2001, 35.8 en 2002 et environ 29% pour les années 2003, 2004, 2005 et 2006.

Bien que l'Algérie a poursuivi une politique de relance, cette période a été généralement marquée un excédent budgétaire se varie entre 3.4% du PIB et 11.9% du PIB. Seul qu'à l'année 2002, l'Algérie a affiché un solde quasi équilibré estimé à 0.2%. C'est l'augmentation des prix des hydrocarbures qui ont aidé à avoir de recettes qui couvre les couts des dépenses.¹

Graphique n° 3-2 : Le Solde budgétaire de Maroc entre 2001-2006



Source : les donnée du FMI

Remarquant que les dépenses publiques totales ont supérieurs que les recettes publique totales, ce qui permet à afficher un déficit budgétaire, les dépenses sont atteint à 31.1%, 26.6%, 26.8%, 27%, 30.1% et 28% du PIB contre 25%, 22.4%, 21.8%, 22.6%, 24.2% et 25.6% des recettes respectivement en 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006.

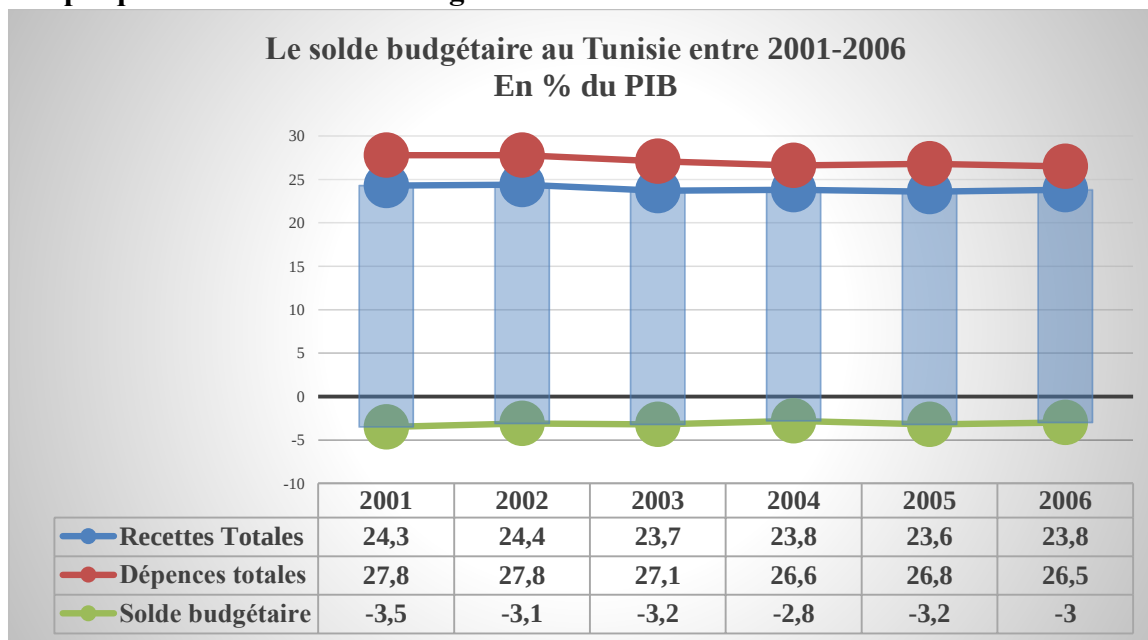
Le rythme de la politique budgétaire au Maroc est resté stable, un déficit budgétaire a été s'exposé pendant cette période, il dépasse le niveau de 3% du PIB qui est désigné par la définition de Maastricht dont il atteint à 5.6%, 4.2% , 4.4%, 4.1%, 5.2% du PIB

¹ FMI

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

respectivement en 2001,2002,2003,2004 et 2005. Seul l'année 2006 a été affiché un niveau de déficit dans les normes estime à 2.1%. Notant qu'à l'année 2006, Le Maroc a marqué une croissance atteint à 7% du PIB (Graphique n° : 3-) et cela est expliqué par l'effet du multiplicateur keynésien.

Graphique n° 3-3 : Le solde budgétaire de Tunisie entre 2001-2006



Source : Données du FMI.

Comme le Maroc, La Tunisie a été marquée par un niveau des dépenses publiques totales supérieures au niveau des recettes publiques totales, il atteint à 27.8% du PIB contre 24.3% et 24.4% % du PIB représentent les recettes publiques totales respectivement en 2001 et 2002. Un niveau stable des dépenses et des recettes se caractérise cette période (2001-2006) de moyen de 24% du PIB pour les recettes totales et 27% du PIB pour les dépenses.

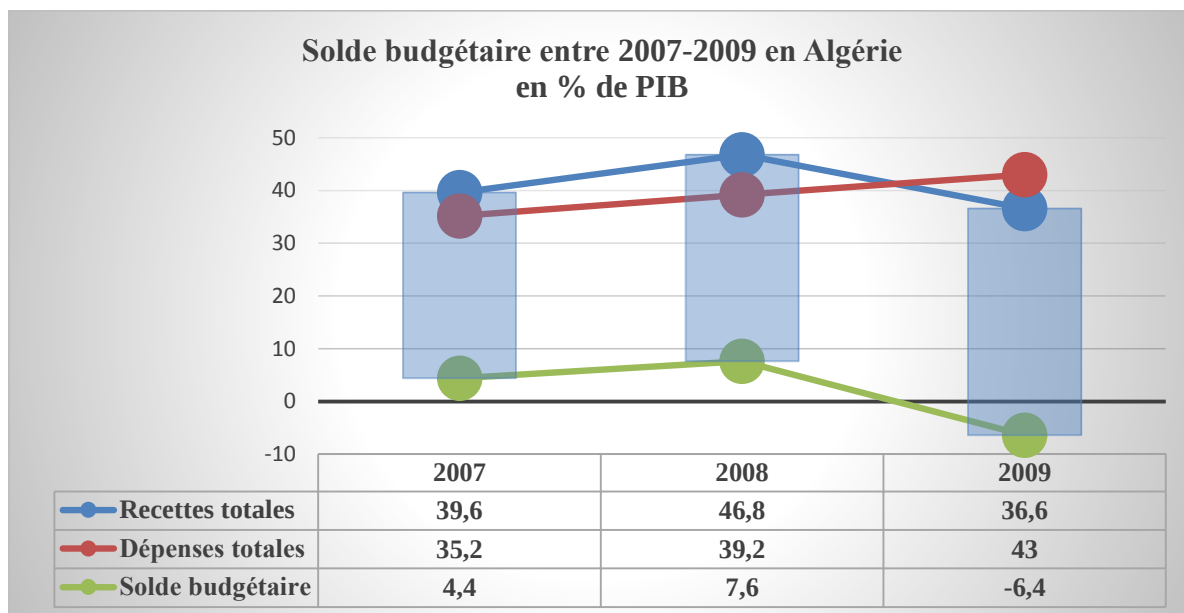
Selon les statistiques du FMI, remarquant que la Tunisie a poursuivie également une politique budgétaire de relance mais prudente par rapport à l'Algérie et le Maroc. La Tunisie a affiché un niveau de déficit comparable aux normes, il est égal approximativement à 3%. Outre, la Tunisie a affiché un niveau de déficit compensé à 3.5%, 3.1%, 3.2%, 2.8%, 3.2% et 3% respectivement en 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006. Généralement, la politique budgétaire en Tunisie a été restée stable durant cette période.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.i.a.2. La deuxième période entre 2007-2009 :

Le présent graphique montre l'évolution du solde budgétaire entre 2007 et 2009 :

Graphique n° 3-04 : Solde budgétaire de l'Algérie entre 2007-2009



Source : Les données du FMI

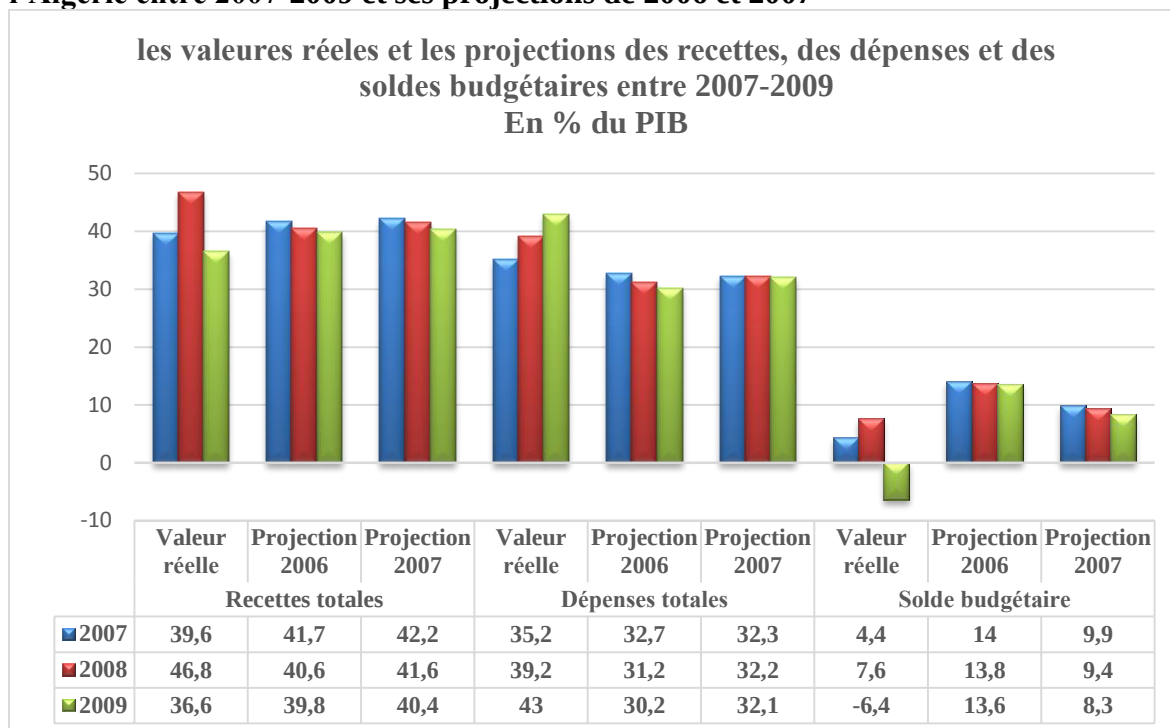
Durant Les deux premières années de cette période, L'Algérie a été toujours affichée un excédent budgétaire atteint à 4.4% et 7.6% du PIB, soit un montant de 39.6% et 46.8% du PIB pour les recettes publiques totales et 35.2% et 39.2% du PIB pour les dépenses publiques respectivement en 2007 et 2008. Cependant, en 2009, l'Algérie a été exposée une dégradation des finances publiques traduit à un déficit budgétaire estime à 6.4%, soit une chute de 14 point. En trouve que les dépenses publiques totales sont augmenté pour atteint à un niveau de 43% du PIB, simultanément avec une diminution des recettes publiques Totales qui atteint à 36.6% du PIB, soit une différence de 10.2 points par rapport à une année auparavant.

Puisque l'Algérie a poursuivi un programme en appliquant une politique de relance, il est régulier d'avoir un déficit budgétaire, mais ce qui n'est pas logique c'est de passer d'une situation d'excédent vers un déficit en baissant de 14 points à la fois. Raison de plus, Le déficit budgétaire a été arrivé à un niveau hors normes d'un seul cout estime à 6.4%.

Le graphique suivant montre une comparaissent entre les valeurs réelles des recettes totales, des dépenses et des soldes budgétaires et entres ses projections pour les années 2006 et 2007, durant la deuxième période (2007-2009)

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 3-05 : Le solde budgétaire, les recettes totales et les dépenses totales de l'Algérie entre 2007-2009 et ses projections de 2006 et 2007



Source : les données du FMI.

Remarquant qu'il y a une différence considérable entre les valeurs réelles des recettes, des dépenses et du déficit et ses projections notamment de l'année 2009.

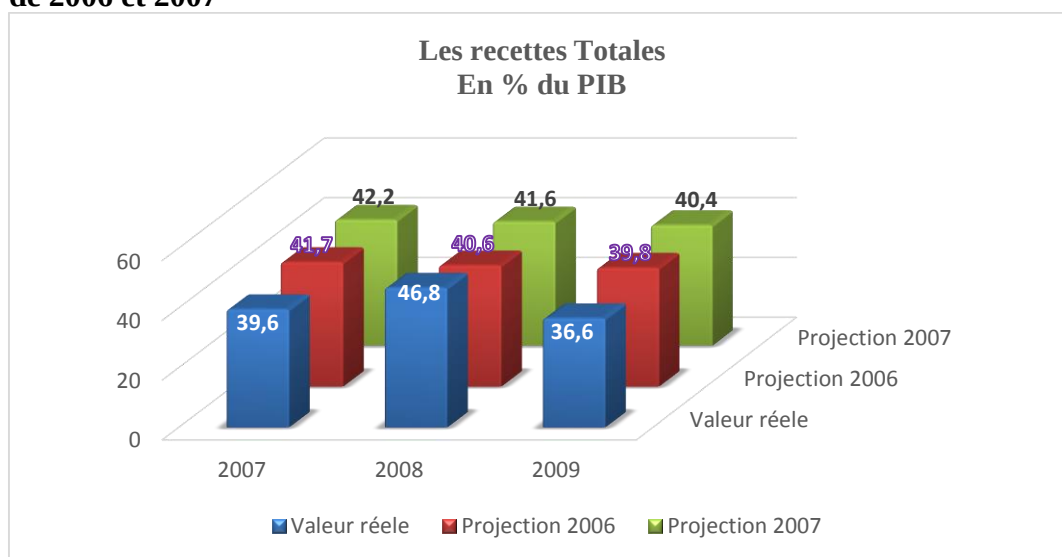
Pour bien illustrer cette différence, on va analyser chaque élément en écart, commençant par les recettes publiques totales et passant par les dépenses publiques totales pour terminer par le solde budgétaire.

III.II.1.i.a.2.1. Les recettes publiques totales :

Le graphique n° 3-06 montre les valeurs réelles et ses projections des années 2006 et 2007, pour les recettes publiques totales durant la période entre 2007 et 2009. Selon les statistiques et les données du FMI.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 3- 06 : Les recettes totales de l'Algérie entre 2007-2009 et ses projection de 2006 et 2007



Source : les données du FMI.

En 2007, L'Algérie s'expose une valeur des recettes réelles moins de celui qui est valorisé dans les projections de 2006 et de 2007. Une différence de 2.1 points par rapport au projection de 2006 et 2.6 point par rapport au projection de 2007. Ce n'ai pas une situation critique puisque la différence n'était pas élevé, mais se qui prend l'attention c'est la projection de l'année 2007 qui entice une augmentation des recettes plus que celui de 2006.

En 2008, une augmentation des recettes totales a été affiché, soit une différence de 6.2 point et 5.2 respectivement par rapport au projections de 2006 et de 2007.

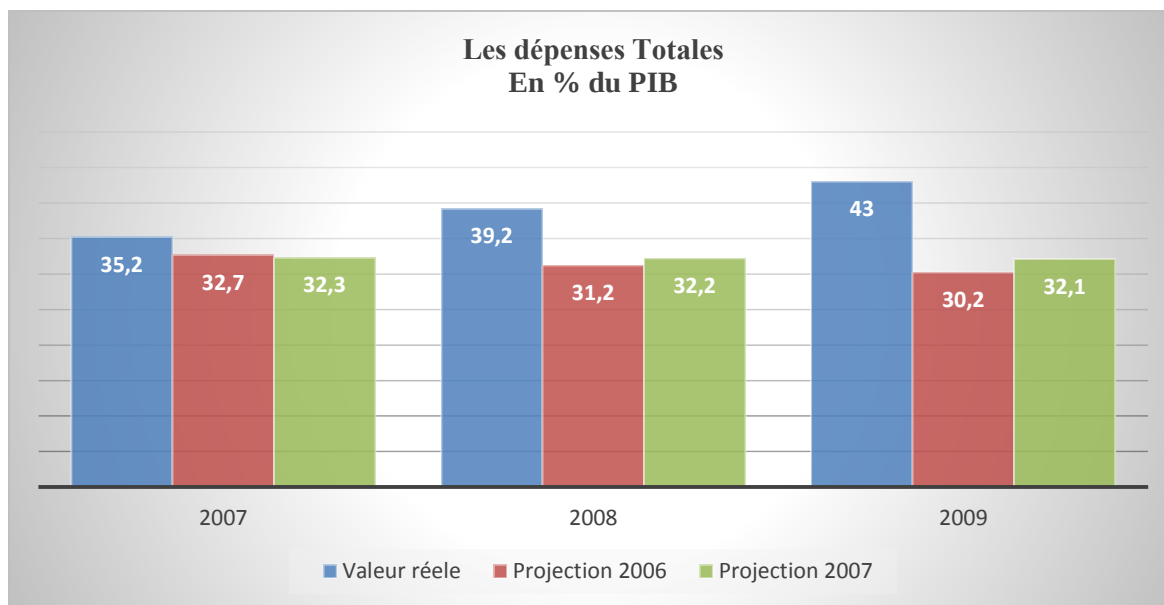
Pour l'année 2009, les résultats sont changé comparablement par les années qui précédés, une réduction des recettes estime à 3.2 et 3.8 respectivement par rapport aux projections de l'année 2006 et 2007.

III.II.1.i.a.2.2. Les dépenses publiques totales :

Le graphique n° 03-07 représente les dépenses budgétaires totales dont la valeur réelles des ces dépenses ont exposé par un hystogramme en couleur bleu, cependant leur progecton ont révéler par des hystogrammes rouge et vert respectivement pour l'année 2006 et 2007.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 03-07 : Les dépenses Totales de l'Algérie entre 2007-2009 et ses projections de 2006 et 2007 :



Source : Les données du FMI

Remarquant que les dépenses émis en cette période est généralement plus grande que celui projeté en 2006 et en 2007. Atteignant à 35.2% du PIB en 2007, 39.2% du PIB en 2008 et 43% du PIB en 2009.

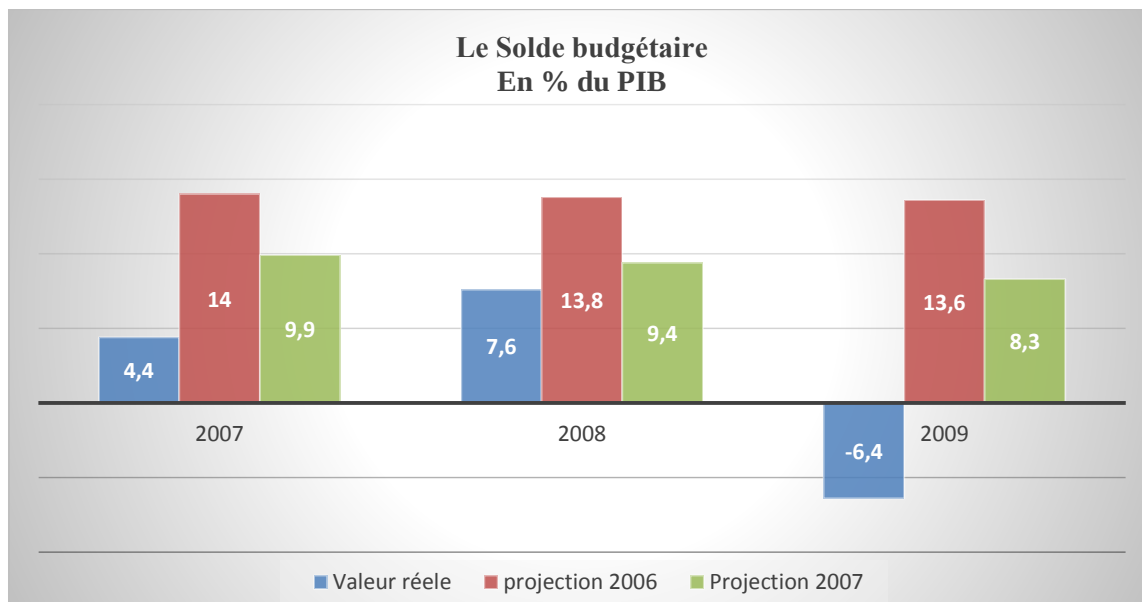
Pour l'année 2007, observant une différence de 2.5 points par rapport au projection de 2006 et 2.9 points par rapport au projection de 2007. La même chose pour l'année 2008, les pojections des années 2006 et 2007 ont été moins que la valeur réelle des dépenses, soit une différence de 8 points et 7 points respectivement et comparativement aux projections de 2006 et 2007. Cependant, l'année 2009 a été marqué une grande différences entre la valeur réelle des dépenses et ses projections de 2006 et 2007 estimant à 12.8 points et 10.9 points respectivement et comparativement avec les projections des deux années choisis (2006 et 2007). L'année 2009 a été toujours dans une situation critique.

Concernant les recettes totales, il s'agit clairement que ces dernières sont influencées par le secteur des hydrocarbures qui reçoit la grande partie de ses recettes de l'exportation, alors qu'il va certainement touché par la crise. Sachant que la crise économique mondiale a été transformé à une crise des dettes souveraines et a été débuté en Grèce en 2009. Pour se propager dans la zone euro entre 2009 et 2010. Tandis que ce n'est pas le même cas pour les dépenses, parce que même si les recettes vont diminuer, on va couvrir ce manque soit par la dette publique ou bien les réserves. Alors le problème ce n'est pas là, puisque toute

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

est programé et calculé auparavant sous forme des programmes et des plans, traduit dans les budgets annuels.

Graphique n° 3-08 : Le solde budgétaire de l'Algérie entre 2007-2008 et ses projection de 2006 et 2007



Source : les données du FMI.

Notant que le solde budgétaire est la différence entre les recettes budgétaires totales et les dépenses budgétaires totales. C'est-à-dire, s'il existe une diminution entre les recettes reçues par rapport à ses projections, ou bien une accumulation des dépenses par rapport toujours à ses projections, ou les deux en même temps, alors tout cela va paraître dans le solde budgétaire. Observant dans le graphique que il y a une grande différence entre le déficit réel et ses projections de 2006 et 2007.

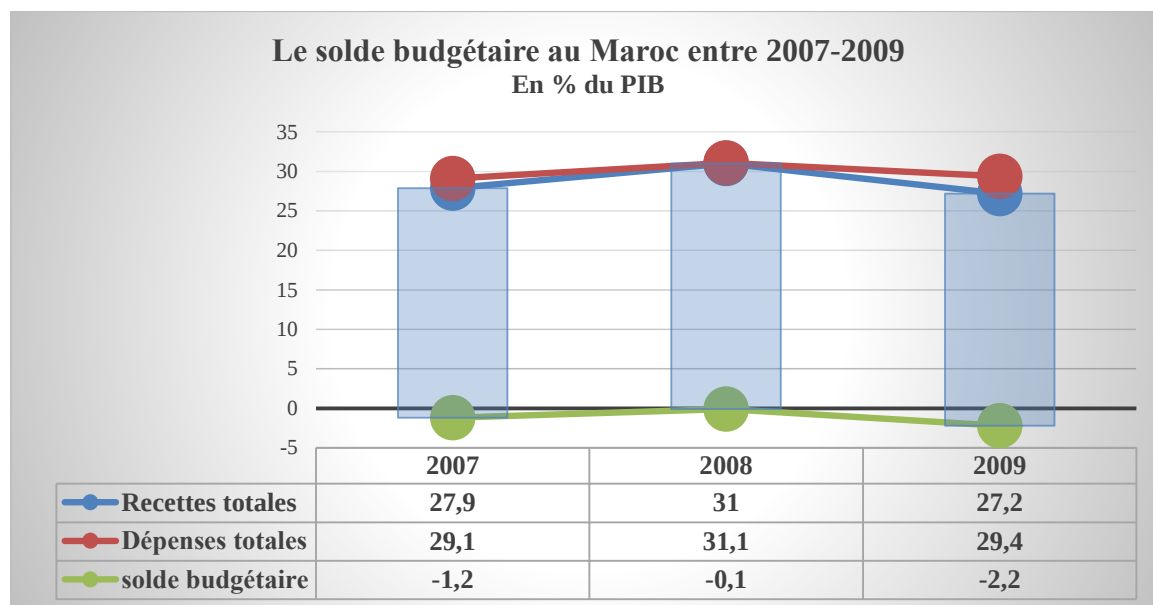
Bien que l'Algérie a été affichée une différence de 3.2 points en améliorant le solde budgétaire pour l'année 2008 et une différence de 14 points en diminuant le solde budgétaire, la différence entre les valeurs réelles et ses projections n'était pas vraiment acceptable dont elle estime à 9.6 points par rapport à la projection de 2006 pour l'année 2007, et à 5.5 points comparativement à la projection de 2007. Une différence de 20 points et 14.7 points respectivement et proportionnellement aux projections de 2006 et 2007.

Seuls les résultats de l'année 2008 qui ont été légèrement autorisés dont on trouve une différence de 6.2 points par rapport à la projection de 2006 et une différence acceptable estimée à 1.8 point comparativement avec les projections de 2007. Cela reflète

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

l'augmentation des recettes totales à cause de l'accumulations des recettes des hydrocarbure.

Graphique n°3- 09 : Le solde budgétaire du Maroc entre 2007-2009



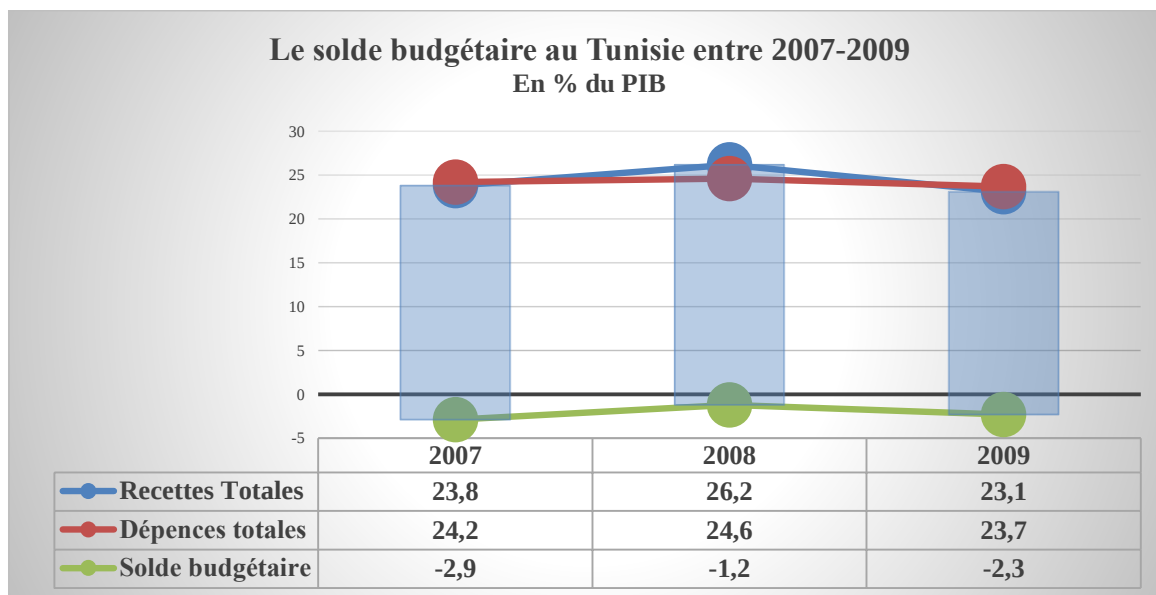
Source : les données du FMI.

Le Maroc a été s'exposé une augmentation des recettes totales au cours de l'année 2007 estime à 27.9% du PIB soit une différence de 2.3 points par rapport à l'année auparavant. En 2008, les recettes sont augmentées de 3.1 points, c'est-à-dire 31% du PIB. Cependant, l'année de 2009 a été caractérisée par une réduction de ses recettes de 3.8 points.

Les dépenses publiques totales ont toutefois augmenté à 29.1% et 31.1% du PIB respectivement en 2007 et en 2008, et ont réduit à 31.1% du PIB en 2008.

Une amélioration du solde budgétaire qui reste encore déficitaire estime à 1.2% du PIB en 2007 et 0.1% du PIB en 2008, tandis que l'année 2009 a été enregistrée un déficit attient à 2.2% du PIB.

Graphique n° 3- 10 : Le solde budgétaire de Tunisie entre 2007-2009



Source : Les données du FMI

La Tunisie a été enregistrée revenue totalement sables de ses recettes pour les deux années 2006 et 2007, comme elle a été exposée une augmentation de 2.4 points de ses recettes en 2008, soit pourcentage de 26.2 du PIB. Pour enregistrer, à la fin de cette période, une réduction de ses recettes évalué de 3.1 points par rapport à une année auparavant pour atteindre à 23.1% du PIB. Mais généralement, elle reste stable si on la compare avec l'année 2007 et les années de la première période.

Les dépenses ont toutefois connu une variation modéré estime à 24.2% du PIB en 2007, 24.6% du PIB en 2008 et 13.7% du PIB en 2009.

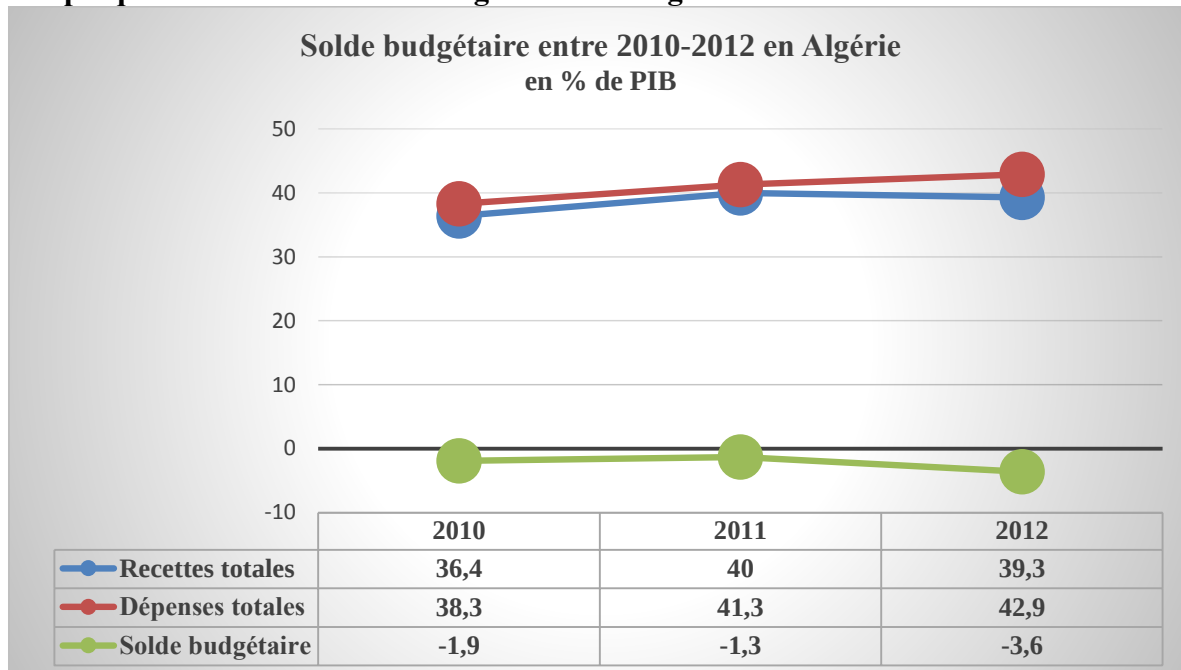
Le solde budgétaire a bien entendu été resté déficitaire, mais par une variation modéré qui ne dépasse pas la différence de 1.7 points et qui reste dans les normes. Le déficit budgétaire atteint à 2.9% en 2007, 1.2% en 2008 et 2.3% en 2009.

Il parut clairement que la Tunisie à poursuivie une politique budgétaire prudente.

III.II.1.i.a.3.La troisième période entre 2010 et 2013 :

Le présent graphique montre l'évolution du solde budgétaire entre 2010 et 2012 en Algérie.

Graphique n° 3- 11 : Le solde budgétaire de l'Algérie entre 2010-2012



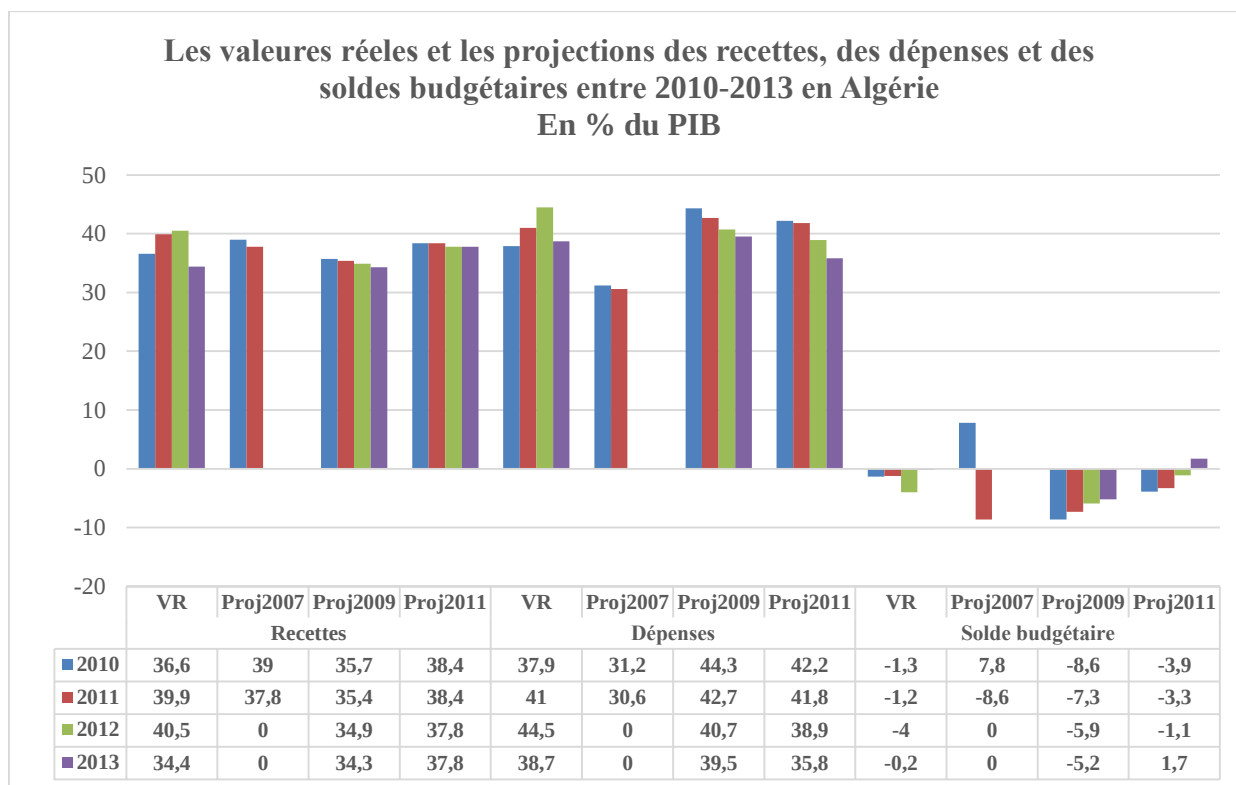
Source : Les données du FMI.

Observant, d'après ce graphique, que l'Algérie a été enregistrée une augmentation de ces recettes en 2011 estimée à 40% de PIB, après avoir un revenu stable en 2010 par rapport à l'année 2009 et qui atteint à 36.4%. En 2012, les recettes totales ont été réduites à 39.3% en 2012.

Cependant, les dépenses publiques ont connu une accumulation durant cette période, elle atteinte à 38.3% du PIB en 2010, 41.3% en 2011 et 42.9% en 2012. Comparativement avec l'année de 2009, l'Algérie a été diminuée leurs dépenses un niveau moins que celui enregistré en 2009 qui atteint à 43% du PIB.

En cette période, l'Algérie a été enregistrée un solde déficitaire ne dépasse pas les 3% dont il atteint à 1.9% en 2010, 1.3% en 2011 et 3.6% en 2012.

Graphique n° 3- 12 : Le solde budgétaire, les recettes totales, les dépenses totales de l'Algérie entre 2010-2013 et ses projections de 2007, 2009, 2011



Note : les données de l'année de 2013 sont des projections du FMI.

Source : Données du FMI

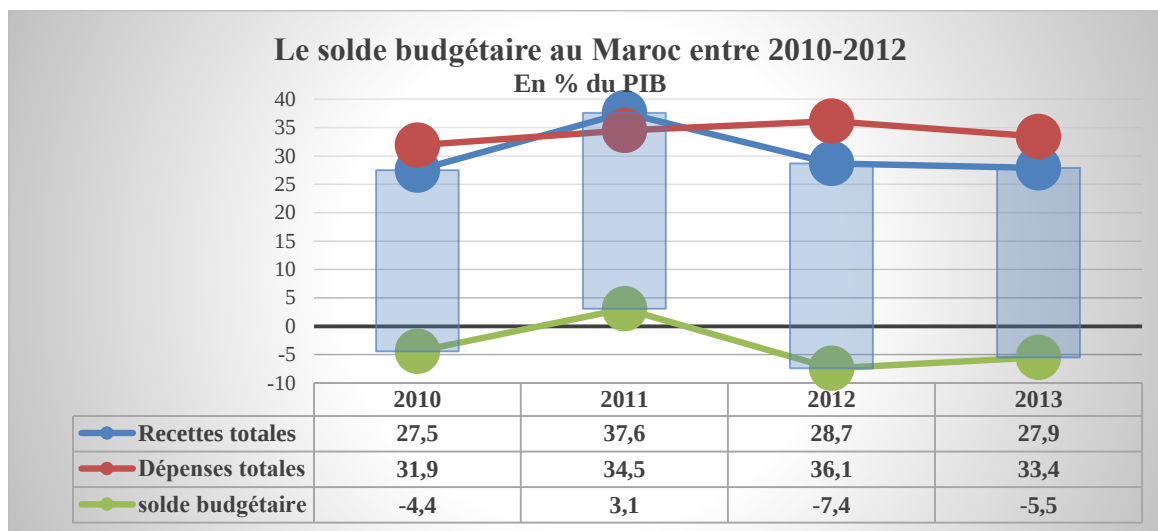
Tel que le graphique montre, c'était prévu d'avoir des recettes atteintes à 39% du PIB, en 2010, d'après les projections de 2007 qui ont été préparées avant le déclenchement de la crise mondiale. Soit une différence de 2.4 points. Pareillement pour les dépenses, c'était espéré d'avoir un pourcentage de 32.1% du PIB. Alors que la valeur réelle estimée à 37.9% du PIB. Automatiquement, le solde budgétaire va enregistrer un creusement, soit une différence de 9.1 point a été affichée comparativement entre le solde enregistré en 2010 et leur projection de 2007. L'année 2011 a également affiché un creusement du solde budgétaire, duquel c'était espéré d'avoir un excédent estimé à 7.2% du PIB, Tandis qu'un déficit budgétaire a été exposé atteint à 1.2% du PIB, soit un creusement de 8.4 point comparativement à cette projection, c'est à cause de l'augmentation des dépenses succédée que le solde a creusé à ce point, c'était normalement prévisible de dépenser environ 30.6% du PIB, Alors que les dépenses ont été enregistrées à 41% du PIB.

Notant, également, que les projections de 2009 ont été caractérisées par des anticipations de l'impact de la crise duquel les perspectives du déficit budgétaire ont été plus creusées par

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

rapport aux valeurs enregistrées. En revanche, les projections de 2011 montrent un autre creusement de déficit non anticipé en 2012, 3 point de plus a été distinct le déficit du 2012 par rapport à la projection de 2011. Cela signifie, peut-être, que les projections de 2012 n'ont pas pris en compte du choc qui va réduire la disposition budgétaire après avoir une situation mieux par rapport aux projections pessimistes de l'année 2009, ou bien, tellement que le choc a été fort, le gouvernement algérienne n'a pas pu évaluer un creusement du déficit qui va être proche à celui enregistré concrètement. Cette fois ci, ce n'est pas la diminution des recettes qui ont creusé le solde budgétaire mais plutôt l'accumulation des dépenses publiques, notamment en 2012.

Graphique n° 3-13 : Le solde budgétaire du Maroc entre 2010-2012



Source : les données du FMI

En 2010, Les recettes ont resté approximativement au niveau de l'année auparavant, elle apprécie à 27% du PIB. Cependant, les dépenses sont été enregistrées une accumulation estime à 31.9%, et delà, le Maroc a été enregistré un solde budgétaire qui est déficitaire, 4.4% est la valeur de déficit budgétaire en cette année.

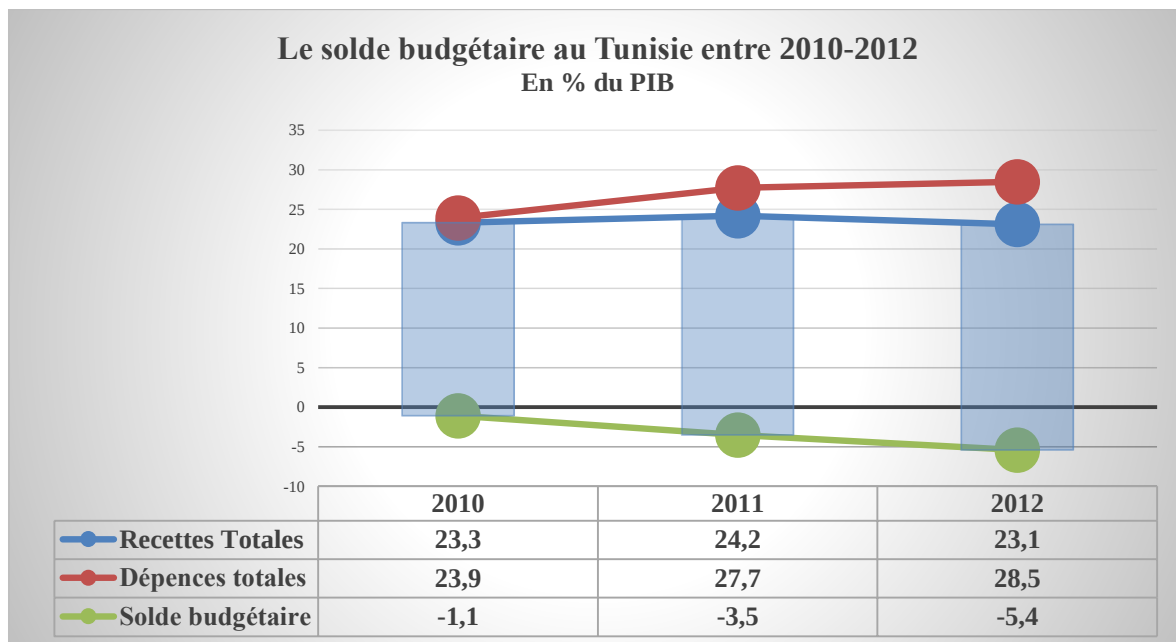
En 2011, touchant une augmentation des recettes totales (37.6% du PIB) accompagnées par une accumulation des dépenses totales. Le Maroc a été affiché un excédent budgétaire estime à 3.1%.

En 2012, en revanche, Les recettes sont réduites à 8.9 points comparativement avec les recettes de l'année 2011. Un enregistrement de 34.5% du PIB pour les dépenses de cette année, soit une augmentation atteint à 1.6 point. Pour, à la fin, afficher un solde budgétaire qui est malheureusement durement creusé, le déficit en cette année estime à 7.4% du PIB, soit une différence de 10.5 point par rapport à une année auparavant.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

En 2013, enregistrant une réduction dans les recettes (27.9%) et les dépenses (33.4%) pour avoir une amélioration au niveau de solde budgétaire qui reste toujours déficitaire et dépasse les normes appliqué dont il estime à 5.5%.

Graphique n° 3-14 : Le solde budgétaire de Tunisie entre 2010-2012



Source : Les données du FMI

En 2010, La Tunisie a encore enregistré un niveau stable des recettes et des dépenses estime à 23.3% du PIB et 23.9% du PIB respectivement. Le déficit budgétaire encore modéré.

En 2011, le déficit budgétaire a creusé de 2.4 points, mais il est encore dans les normes. Une accumulation des recettes atteint à 24.2% du PIB et aussi une augmentation des dépenses publiques estime à 27.7% du PIB.

En 2012, un creusement de déficit budgétaire dépasse les 3% du PIB, soit 5.4% du PIB dont les recettes sont toujours enregistrées un niveau stable (23.1% du PIB) et les dépenses sont enregistré une accumulation.

Il faut prendre en compte que la Tunisie a pu sauvegarder un niveau des recettes constant parce qu'elle poursuit la politique de privatisation¹, donc ces recettes ne sont pas de nature fiscale, et il viendra le jour où ces recettes va se disparaître, alors pour avoir des résultats authentique on va exclure les recettes de privatisation.

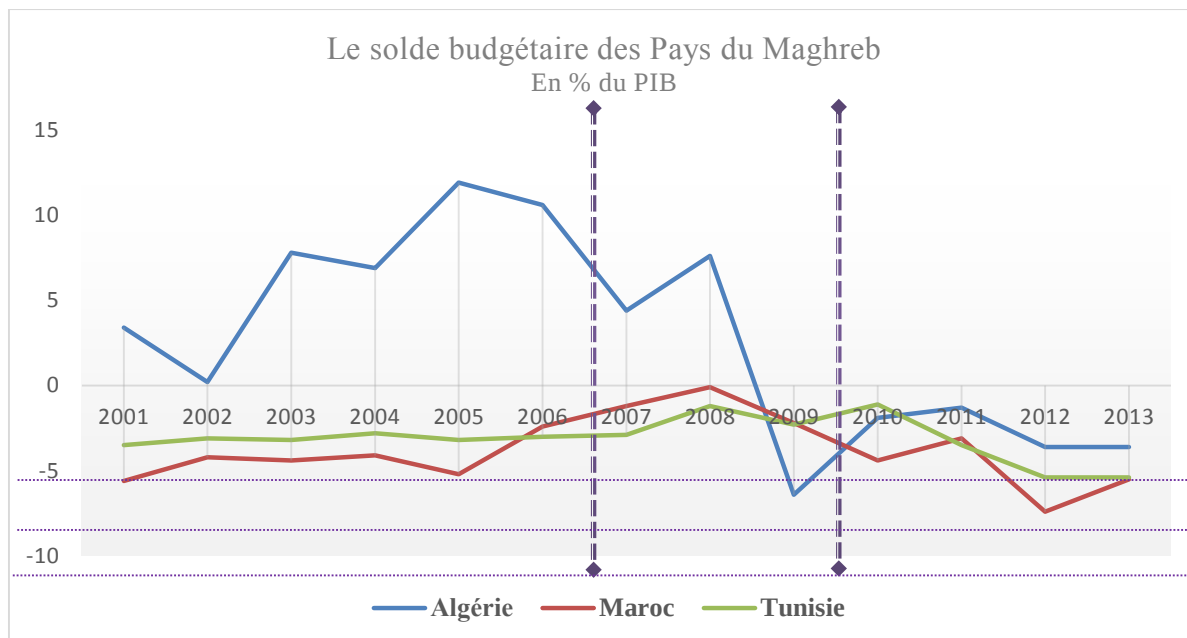
¹ Rapport du FMI

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.i.b. Comparaison entre les soldes budgétaires des trois pays du Maghreb :

Le graphique suivant montre l'évolution de du soldes budgétaires entre 2001et 2013 de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Graphique n° 3-15 : Les soldes budgétaires des pays du Maghreb



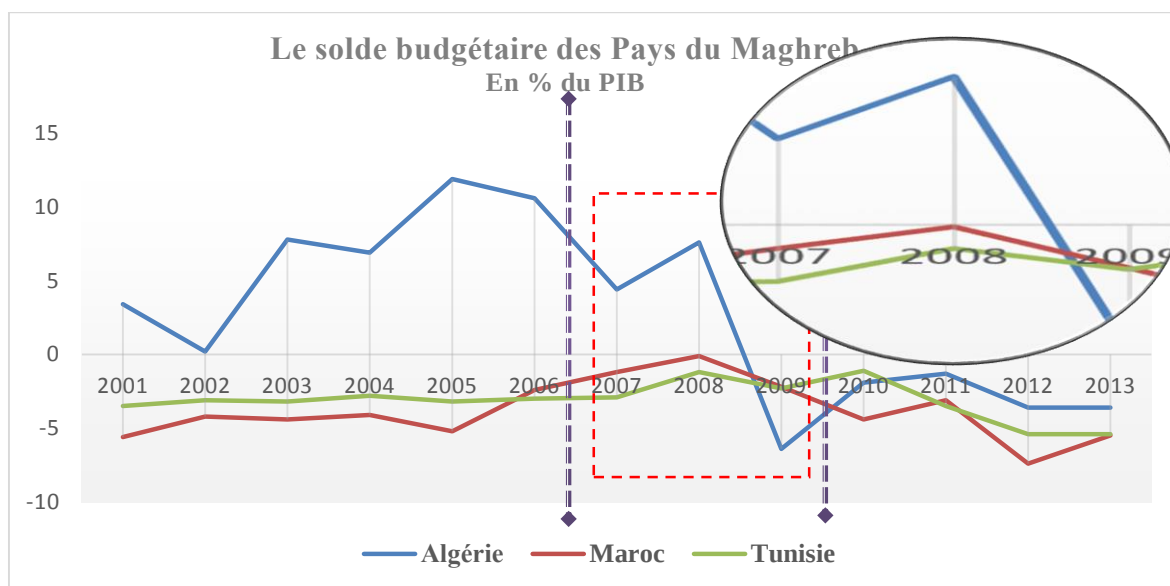
Source : Les données du FMI.

Généralement, à la première période l'Algérie a enregistré un excédent budgétaire jusqu'à l'année 2008. Puis elle a affiché un creusement subit en 2009, alors l'effet de la crise mondiale ne paraît qu'à l'année 2009. Depuis cette année, l'Algérie a toujours enregistré un solde budgétaire déficitaire.

Cependant, la Tunisie et le Maroc ont enregistré un solde budgétaire déficitaire pendant toute la période étudiée, en enregistrant un rythme stable durant la première période, une petite amélioration dans la deuxième période pour avoir un creusement déficitaire en 2009. A la troisième période, une perturbation a été enregistrée au niveau de déficit budgétaire mais qui est généralement plus creusé si on la compare avec la première période.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

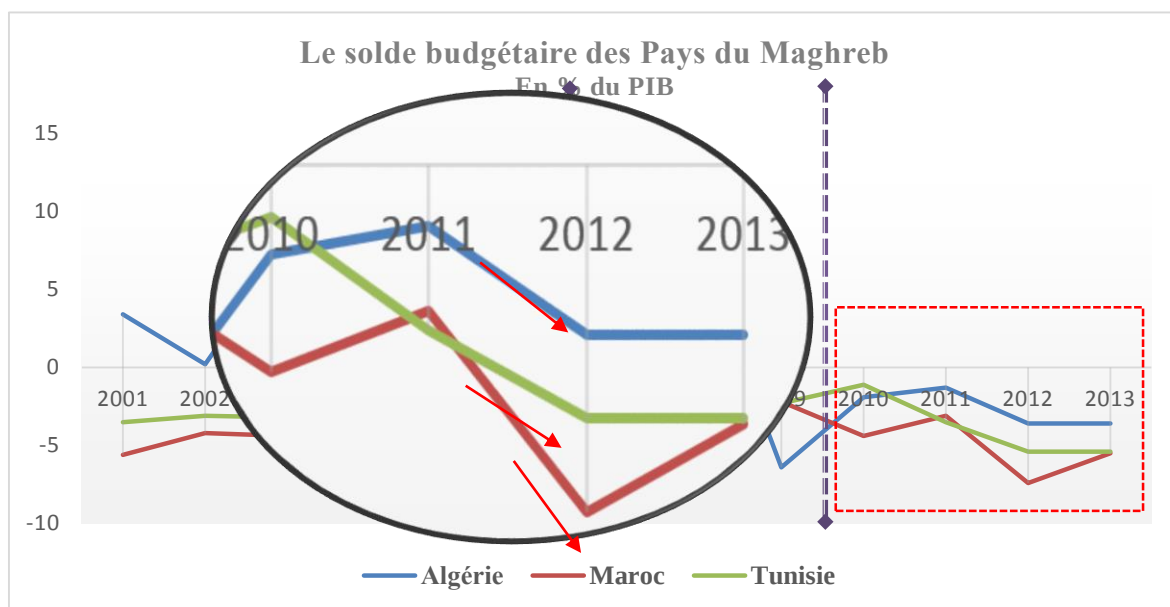
Graphique n° 3- 20.1 : Les soldes budgétaires des pays du Maghreb :



Source : les données du FMI.

Remarquant, que les trois soldes budgétaires ont le même rythme entre 2007 et 2009, le solde budgétaire a été amélioré en 2008 et a été creusé en 2009 dans les trois pays, mais d'une manière étroite pour l'Algérie.

Graphique n° 3-15.2 : Les soldes budgétaires des pays du Maghreb



Source : les données du FMI

Remarquant que le déficit budgétaire, en Algérie et en Tunisie a été réduit en 2010, cependant, le déficit budgétaire est devenu plus creusé dans la même année.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

En 2011, le Maroc a été enregistré un déficit mieux que la Tunisie qui a été connu un creusement dans leur déficit, bien que l'Algérie a affiché un niveau mieux que les deux autres pays.

En 2012, Les trois pays ont connu un creusement déficitaire.

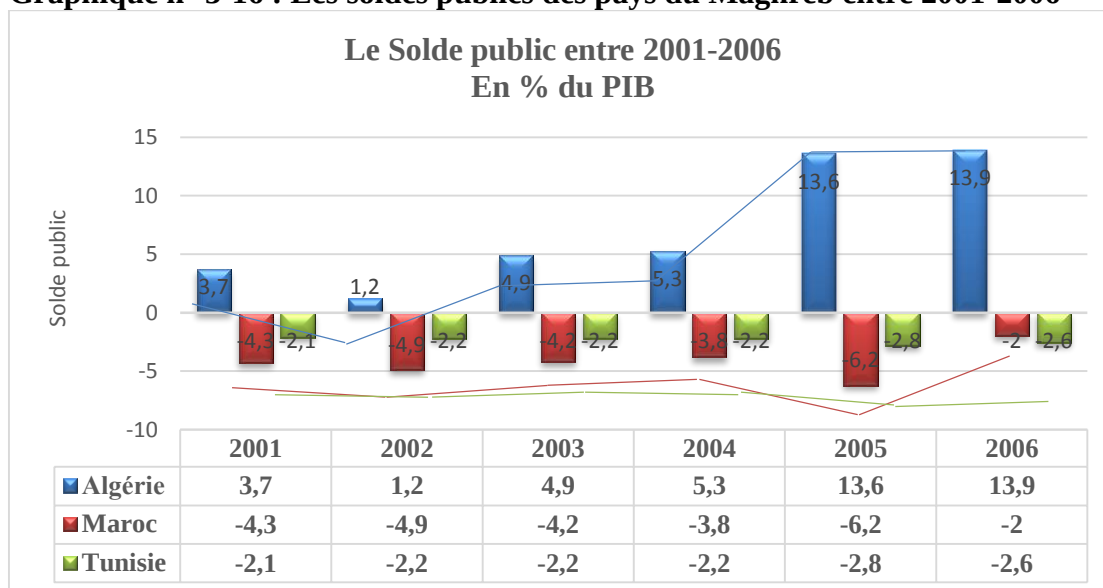
III.II.1.ii. Le solde public :

Traitant là, les soldes publiques des pays du Maghreb durant la période d'étude qu'on va la partagé toujours en trois périodes

III.II.1.ii.a. Le solde public entre 2001-2006 :

Le graphique suivant contient un histogramme qui représente le solde public dans les trois pays du Maghreb. Le solde public de l'Algérie est montré par l'histogramme en couleur bleu, cependant celui du Maroc et de Tunisie est représenté par l'histogramme rouge et vert respectivement.

Graphique n° 3-16 : Les soldes publics des pays du Maghreb entre 2001-2006



Source : Site web : <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/algerie/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/maroc/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/tunisie/deficitsurplus-public.html>

En générale, l'Algérie est le seul pays qui a été enregistré un excédent dans leur solde public atteint à une moyenne de 7.1% du PIB dans cette période, il affiche le plus grand excédant à l'année 2006 et qui estime à 13.9% du PIB. Comme il expose la minimum valeur d'excédent en 2002 qui atteint à 1.2% du PIB.

Le Maroc a toutefois enregistré le plus grand déficit public dans toute cette période et comparativement aux autres pays étudié, à moyenne de 4.2% du PIB, soit le plus grand

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

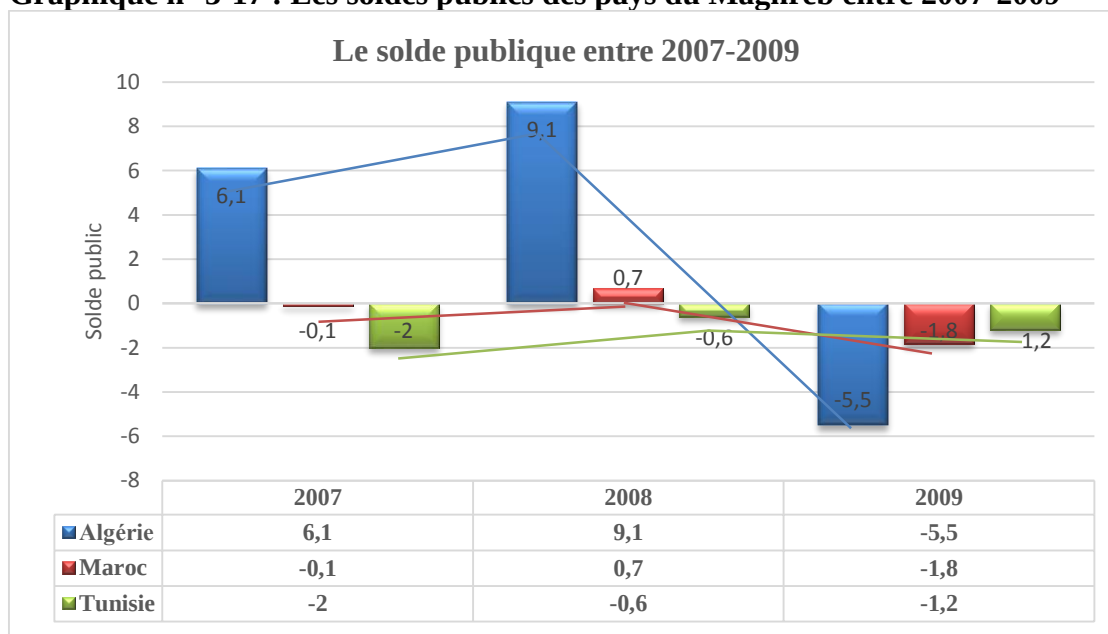
creusement a été s'exposé en 2005, d'une valeur estime à 6.2% du PIB, et le plus petit creusement a été affiché en 2006 d'un pourcentage atteint à 2% du PIB.

La Tunisie a également enregistré un déficit public dans toute cette période mais moins creusé que celui du Maroc, à moyenne de 2.4% du PIB, avec un rythme presque stable montré par une tendance presque nulle dont la différence entre le plus grand creusement et le plus petit creusement ne dépasse pas 0.5 point.

III.II.1.ii.b. Le solde public entre 2007-2009 :

Le graphique suivant présent le solde public des trois pays d'étude (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie) au cours de la période 2007-2009.

Graphique n° 3-17 : Les soldes publics des pays du Maghreb entre 2007-2009



Source : Site web : <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/algerie/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/maroc/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/tunisie/deficitsurplus-public.html>

A cette période le solde public de l'Algérie a été enregistré un déficit public avec une tendance étendu, estime à 14.6 et qui représente le creusement du déficit public en 2009. Sachant que l'Algérie a été affiché un excédent de son solde public dans les deux années précédentes. Mais moins que les deux dernières années de la première période. Bien que la moyenne du solde public atteint à 3.2% du PIB, soit une différence de 3.9 points par rapport à la période précédente. Ce qui montre que la situation du solde budgétaire a été détériorée en cette période mais cette dégradation n'était pas vraiment méchante si l'Algérie va convenablement maîtriser ce creusement.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Le Maroc, en revanche, a été enregistré un déficit modéré en cette période à moyenne de 0.4% du PIB contre 4.2% pour la première période, soit une différence de 3.8 point et qui montre que le solde public a été amélioré en cette période.

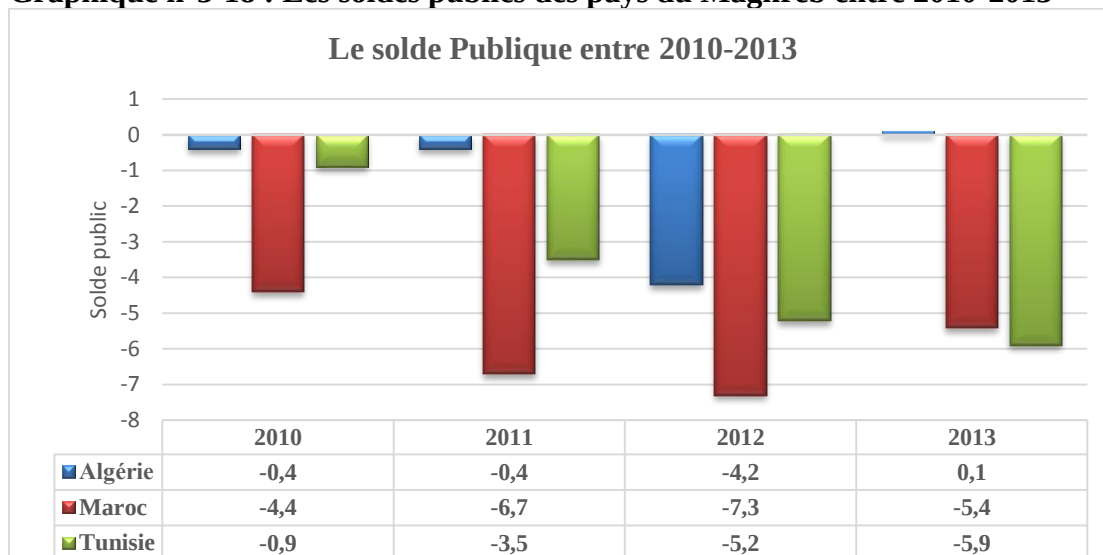
Bien que la Tunisie a été conservé le rythme du solde public qui est déficitaire et qui n'a pas dépassé les 2% du PIB, à moyenne de 1.3% du PIB, soit une différence de 1.2 points, c'est-à-dire le creusement du solde public a été réduit à la moitié. Ce qui montre que son situation a été améliorée.

L'amélioration du solde public durant cette période par rapport à la première période ne suffit pas pour juger que la situation de ce solde est dans un bon état, puisqu'on n'a pas la comparé avec les prévisions. Malheureusement, on n'a pas pu avoir des données des prévisions pour réaliser cette opération.

III.II.1.ii.c. Le solde public entre 2010-2013 :

Ce graphique montre le solde public de la période entre 2010 et 2013 des trois pays du Maghreb, le déficit public de l'Algérie est exposé en histogramme bleu. Pour le Maroc, il est affiché en rouge. Cependant, la couleur verte présente le déficit public de la Tunisie.

Graphique n°3-18 : Les soldes publics des pays du Maghreb entre 2010-2013



Source : Site web : <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/algerie/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/maroc/deficitsurplus-public.html>
<http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/tunisie/deficitsurplus-public.html>

En cette période, les trois pays ont enregistré un creusement dans leur déficit budgétaire, il paraît clairement, d'après ce graphique, que le plus grand creusement a été enregistré au Maroc, plus au moins en Tunisie et peu étroit en Algérie, à moyenne de 1.2%, 6% et 3.9% du PIB respectivement en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Le tableau suivant montre les moyennes du solde budgétaire de chaque période et en chaque pays, ainsi que la différence entre le creusement du déficit budgétaire de chaque période.

Tableau n°3-1 : La moyenne des soldes publics des pays du Maghreb par période

	Algérie	Maroc	Tunisie
Moyenne du solde public (P ₁) ¹	7.1%	-4.2%	-2.4%
Moyenne du solde public (P ₂)	3.2%	-0.4%	-1.3%
Moyenne du solde public (P ₃)	-1.2%	-6%	-3.9%
Moyenne Total	3.6%	-4%	-2.6%
SP _{p2} -SP _{p1}	-3.9%	3.8%	1.1%
SP _{p3} -SP _{p2}	-4.4%	-5.6%	-2.6%
SP _{p3} -SP _{p1}	-8.3%	-1.8%	-1.5%
SP _{p3} /MT ²	-0.33	1.5	1.5

Source : Tableau établi par moi-même en basant sur les données inscrites aux graphiques :

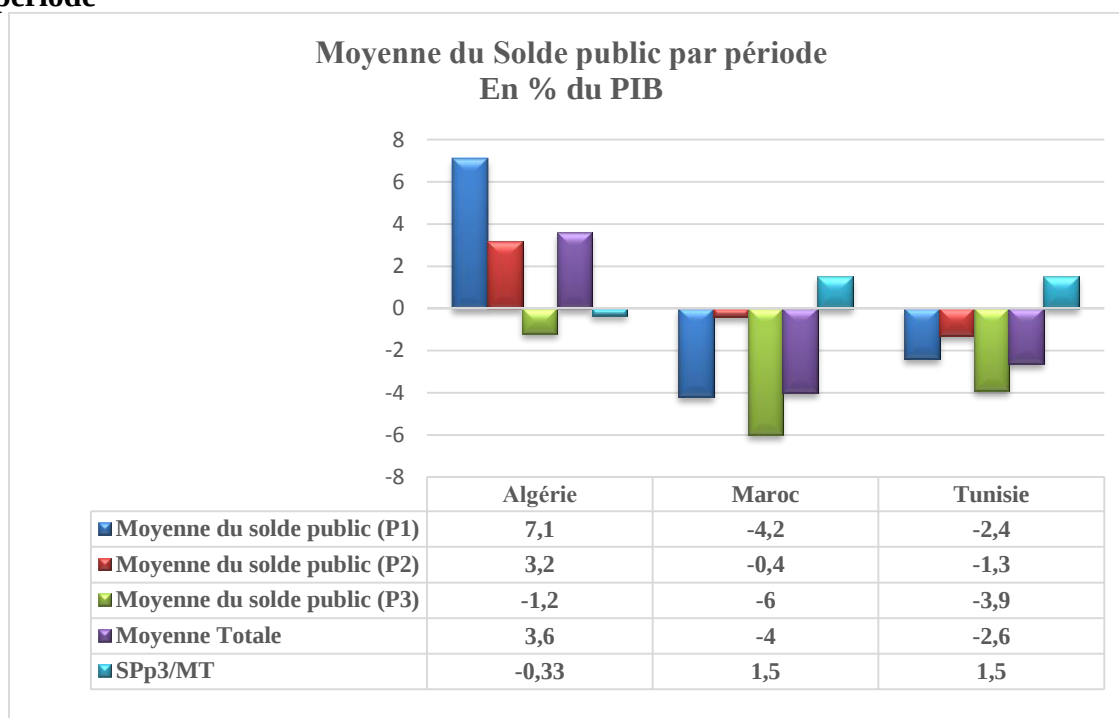
Le graphique suivant traduit les données du tableau en dessous sous forme d'histogramme, Les données de l'Algérie est représenté en couleur bleu, pour le Maroc l'histogramme est dessiné en couleur vert tandis que les moyennes relative au Tunisie sont affiché dans l'histogramme en couleur bleu turquoise. Cependant, les moyennes de la troisième période relative à la moyenne totale de la période d'étude sont représentées en couleur rouge, violet et orange respectivement pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

¹ P : Période

² SP_{p3}/MT : la moyenne de la troisième période d'étude relative à la moyenne de la période totale d'étude

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 3-19 : Les moyennes des soldes publics des pays du Maghreb par période



Source : Graphique établi par moi-même à partir du tableau

Tel que le montre le tableau et le graphique ci-dessus, la moyenne du solde public a été ramenée à 3.6% en Algérie. Cependant, un déficit public a été enregistré à moyenne de 4% et 2.6% respectivement en Maroc en Tunisie, et cela par rapport à la durée d'étude déterminé entre l'année 2001 et l'année 2013.

La troisième période, qui a été caractérisé par un solde déficitaire pour les trois pays, a enregistré un creusement de 4.4 points, 5.6 points et 2.6 points comparativement à la deuxième période et respectivement en Algérie, en Maroc et en Tunisie. Et un creusage de 8.3 points, 1.8 point et 1.5 point par rapport à la première période, respectivement en Algérie, en Maroc et en Tunisie.

La fréquence de la moyenne du troisième période relative à la moyenne totale de la période d'étude a été ramenée à (-0.33) en Algérie, c'est-à-dire, que la moyenne de la troisième période, qui est déficitaire, représente 0.33 de la moyenne Totale qui enregistre un excédent. Ce pourcentage représente le degré de la réduction du solde budgétaire s'élève à 33%. Cependant, La moyenne de la troisième période relative à la moyenne totale estime à 1.5 en Maroc et en Tunisie, c'est-à-dire la moyenne de la troisième période, qui est déficitaire, représente 1.5 de la moyenne totale qui enregistre un déficit public. Cela montre que la plus grande partie du déficit public a été enregistré dans la troisième période pour le Maroc et la Tunisie. Bien qu'en Algérie, c'est la seule période qui a affiché un déficit.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

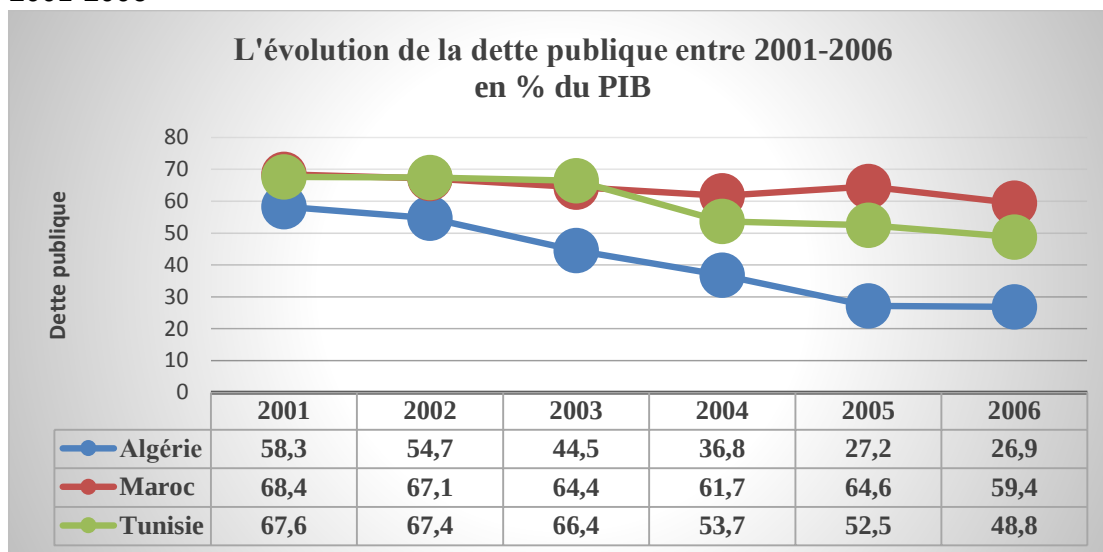
III.II.1.iii. La dette publique :

Généralement la dette publique est la contrainte de déficit budgétaire, on va traiter dans le présent élément l'évolution de la dette publique entre 2001 et 2013 en partageant l'étude en trois périodes :

III.II.1.iii.a. La dette publique entre 2001-2006 :

Le présent graphique montre l'évolution de la dette publique en Algérie, le Maroc et la Tunisie entre 2001 et 2006.

Graphique n° 3- 20 : L'évolution de dettes publiques des pays du Maghreb entre 2001-2006



Source : les données du FMI

En Algérie, la dette publique a connu une diminution de 31.4 points en cette période, dont elle a été enregistré 58.3% du PIB en 2001 et 26.9% du PIB en 2006. Notant une grande tendance entre les années 2002 et 2005, qui a été traduit par une réduction rapide de la dette atteint parfois à 10 point sur une ampleur d'une année, comme à ce qui est enregistré entre les années 2003 et 2004. En générale, la moyenne de la dette publique de cette période qui s'élève à 41.4% du PIB est correspond aux normes de Maastricht.

Au Maroc, en revanche, la dette publique dépasse 60% du PIB presque chaque année dont elle atteint à 68.4% en 2001, 67.1% en 2002, 64.4% en 2003, 61.7% en 2004 et 64.6% en 2005, seul l'année 2006 qui a été enregistré une dette inférieure à 60%. En générale, le Maroc a été ramené une moyenne de 64.3% du PIB. Notant une tendance modérée qui ne permirent pas à réduire la dette qu'à 2.7 points au maximum sur une ampleur d'une année, la dette publique revient à s'aggraver en 2005 de 2.9 point par rapport à une année auparavant. Pour reculer une autre fois de 5.2 point en 2006.

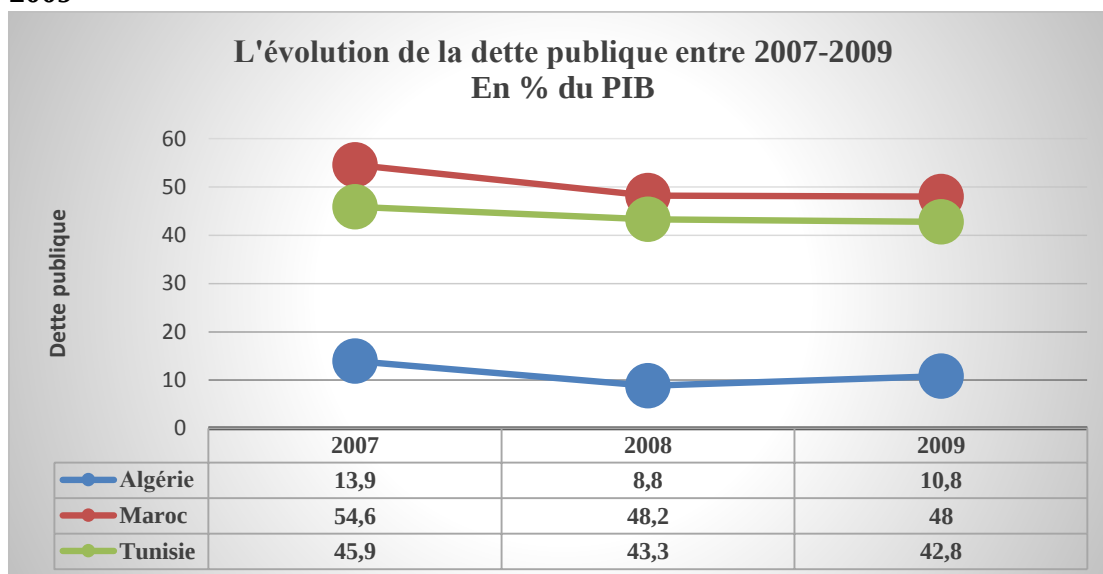
Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

La Tunisie a également affiché une dette publique élevée, mais plus au moins elle ne dépasse pas la moyenne 59.4%. Une diminution constatée de la dette durant cette période, néanmoins, la tendance de cette réduction est modérée, seul l'année 2004 qui a été enregistrée exceptionnellement une réduction atteinte à 12.7 point.

III.II.1.iii.b. La dette publique entre 2007-2009 :

Le présent graphique montre l'évolution de la dette publique entre 2007 et 2009 en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Graphique n° 3-21 : L'évolution de dettes publiques des pays du Maghreb entre 2007-2009



Sources : donnée de FMI

Notant une réduction de la dette au pays du Maghreb, mais qui reste toujours augmenté, seul l'Algérie, a encore été enregistré un niveau principalement moindre en 2007 qu'à l'année 2006, atteint à 16 point. En générale, la moyenne de la dette atteint à 11.16% du PIB, un pourcentage qui est largement convenable. En revanche, La Tunisie et le Maroc sont été ramenés respectivement à une moyenne de 50.3% du PIB et 44% du PIB, en cette période.

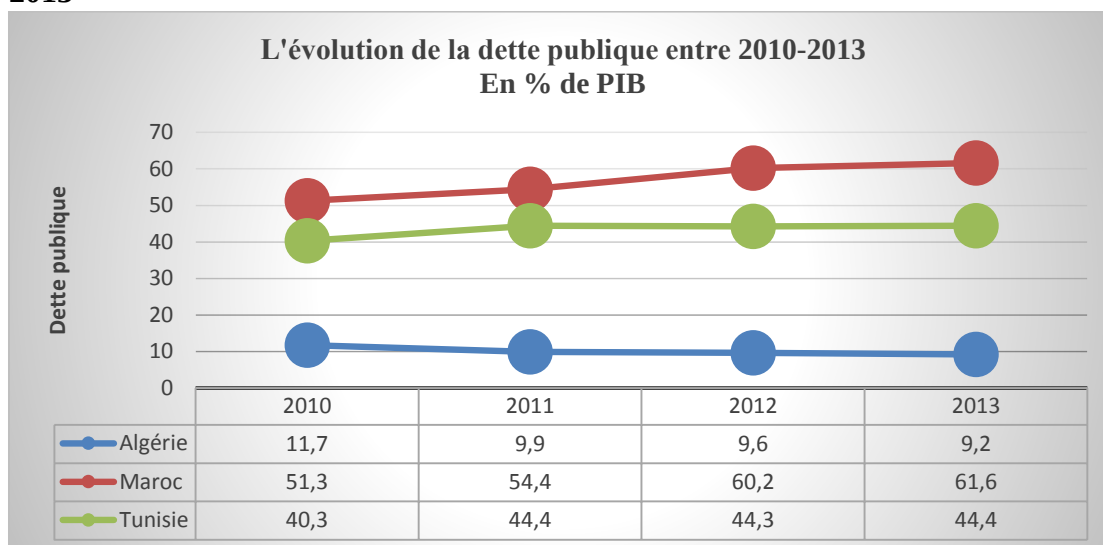
En globale, Le Maroc a toujours marqué une dette élevée, suivi par la Tunisie qui est enregistré une dette approximative à celle du Maroc, cependant L'Algérie a été affichée un niveau minimal et très acceptable comparativement avec le Maroc et la Tunisie.

III.II.1.iii.c. La dette publique entre 2010-2013 :

Le présent graphique montre l'évolution de la dette publique entre 2007 et 2009 en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 3-22 : L'évolution de dettes publiques des pays du Maghreb entre 2010-2013



Source : Données du FMI

L'Algérie a enregistré un niveau modéré de la dette publique qui ne dépasse pas 12%, une continuation de la diminution de la dette, mais avec une petite tendance comparativement avec la première et la deuxième période. Seul qu'à l'année 2010, L'Algérie a affiché un passager accroissement de la dette atteint 11.7% du PIB et que reste négligeable.

Pour le Maroc, en revanche, la dette publique a été revenue à s'aggraver. Après un enregistrement atteint à 48% du PIB, une reprise de l'accumulation de la dette dans la 3^{ème} période, elle a été ramenée à 51.3% en 2010, 54.4% en 54.4%, 60.2% en 2012 pour atteindre à 61.6% du PIB en 2013.

La Tunisie a cependant conservé le rythme de la diminution des dettes publiques, en 2010, mais, en 2011, la dette est réintégrée à s'aggraver une autre fois, pour s'établir à un niveau de 44.4% du PIB en 2012 et 2013. Malgré cela, la moyenne de la dette publique en cette période estime à 43.4% du PIB et reste inférieur par rapport à celui qui a enregistré à la première et la deuxième période.

III.II.1.iv. Les liens entre la politique budgétaire et les secteurs relatifs au pays européens :

III.II.1.iv.a. Le solde budgétaire et le commerce international :

Quand on parle sur une transmission d'un choc ou d'un effet de crise dans l'économie réelle, on passe directement vers le secteur du commerce international, puisqu'il est dépend directement aux économies des autre pays étrangers et notamment les pays partenaire.

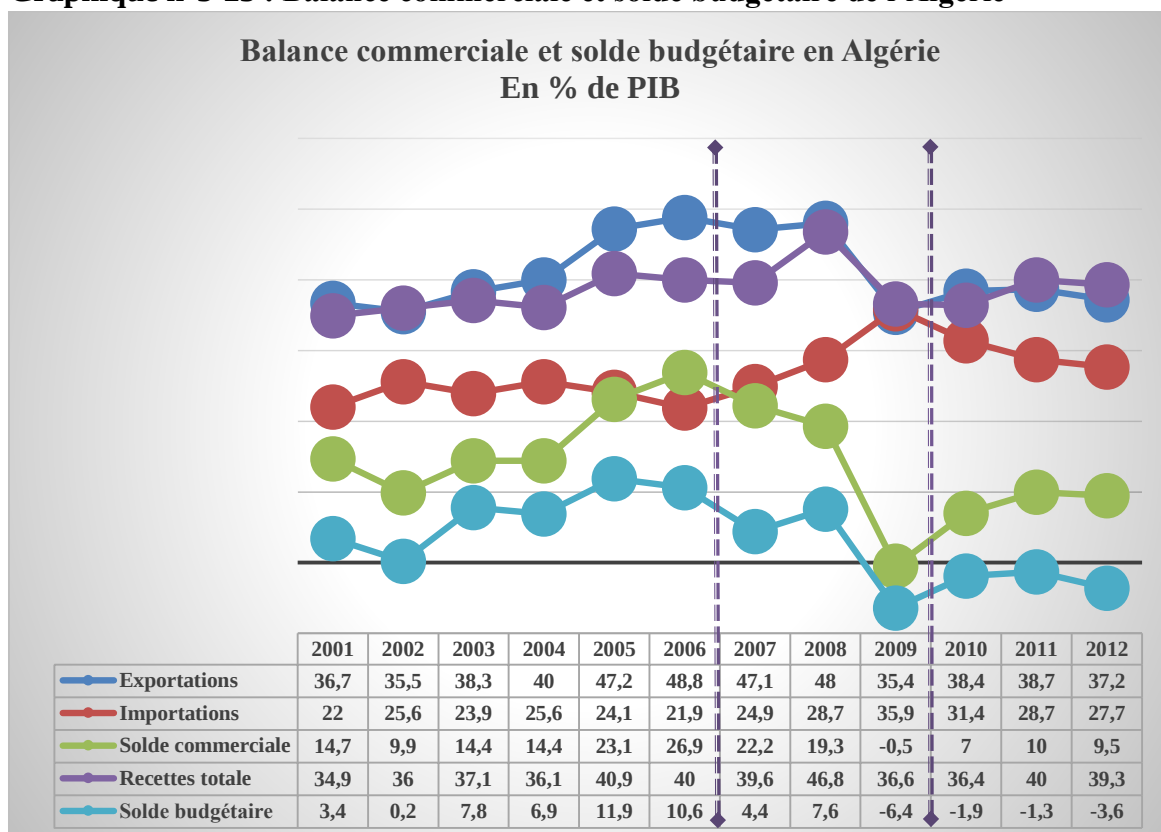
Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Traitant là le commerce international des pays du Maghreb pour savoir son impact sur la politique budgétaire

III.II.1.iv.a.1. L'Algérie :

Le graphique suivant représente le solde commerciale et le solde budgétaire, ainsi que les recettes totales et les recettes des exportations en Algérie, afin de comparée ces derniers entre eux. Représentant les recettes totales par une courbe mauve, les exportations en bleu, le solde budgétaire en bleu vert, le solde commerciale en vert et les importations en rouge.

Graphique n°3-23 : Balance commerciale et solde budgétaire de l'Algérie



Source : Les données de la banque mondiale et le FMI

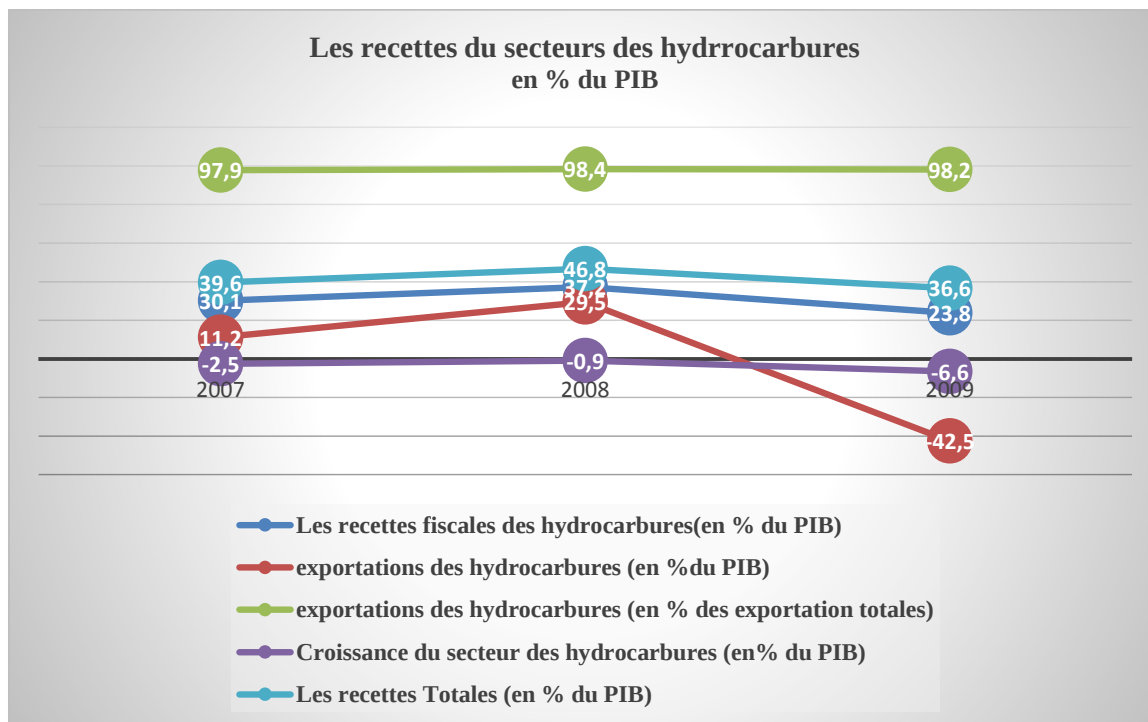
Un couple de courbe illustrant le solde budgétaire et le solde commerciale ainsi que les recettes totales du budget et les recettes des exportations qui prennent le même rythme, duquel il s'agit une petite différence entre ces derniers, à travers ce graphique en concluant que les recettes des exportations représentent la quasi-totalité. Notant également qu'à partir de l'année 2009 les recettes totales du budget sont supérieures aux recettes des exportations, mais, en même temps, sont inférieures par rapport aux années qui la précèdent. Cela veut dire qu'il y a une implication des recettes des exportations sur les recettes totales du budget duquel la diminution des exportations ont dégradé le niveau des recettes budgétaires.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Pour savoir la cause de cette diminution des recettes, on va les comparer avec les recettes des secteurs économiques les plus importants et les plus rentables. Pour l'Algérie le secteur des hydrocarbures est le plus rentable,

Le graphique n° 3- 16 montre les recettes du secteur des hydrocarbures représenté par la courbe en bleu marine face au recettes totales du pays qu'elle est désignée en bleu tircoie. Pour une bonne illustration de la situation, en ajoutant les exportations du secteurs évalué en pourcentage du PIB et figuré par une courbe en couleur rouge, elle est également estimé en pourcentage des exportations totales révélé par une courbe verte, ajoutant aussi la croissance des hydrocarbures en pourcentage du PIB, illustré par la courbe en mauve.

Graphique n°3-24 : Les recettes des hydrocarbures de l'Algérie entre 2007-2009



Source : les données du FMI.

Les exportations des hydrocarbure a toujours représenté la quasie totalité des exportations algérienne estime à 98% . Ce qui montre que les hydrocarbures est la pricipale source des revenu et delà la maturité des recettes fiscales algériennes.

Les recettes des exportations du secteur des hydrocarbures a été estimé à 11.2% du PIB 2007 dont elle a réalisé 30.1% du PIB des recettes fiscales soit un pourcentage de 76.01% de l'ensemble des recettes budgétaire du pays. Bien que la croissance des hydrocarbues a été négatif (-2.5% du PIB) à cause de la réduction des recettes des exportations hydrocabures. Ces dernières ont affiché une améliorations en 2008 dont elle

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

s'élève à 46.8% du PIB, malgré que la croissance reste toujours négative, mais elle est meilleure que l'année qui précède, 37.2% du PIB est la valeur des recettes fiscales des hydrocarbures qui présente 79.5% des recettes budgétaires totales.

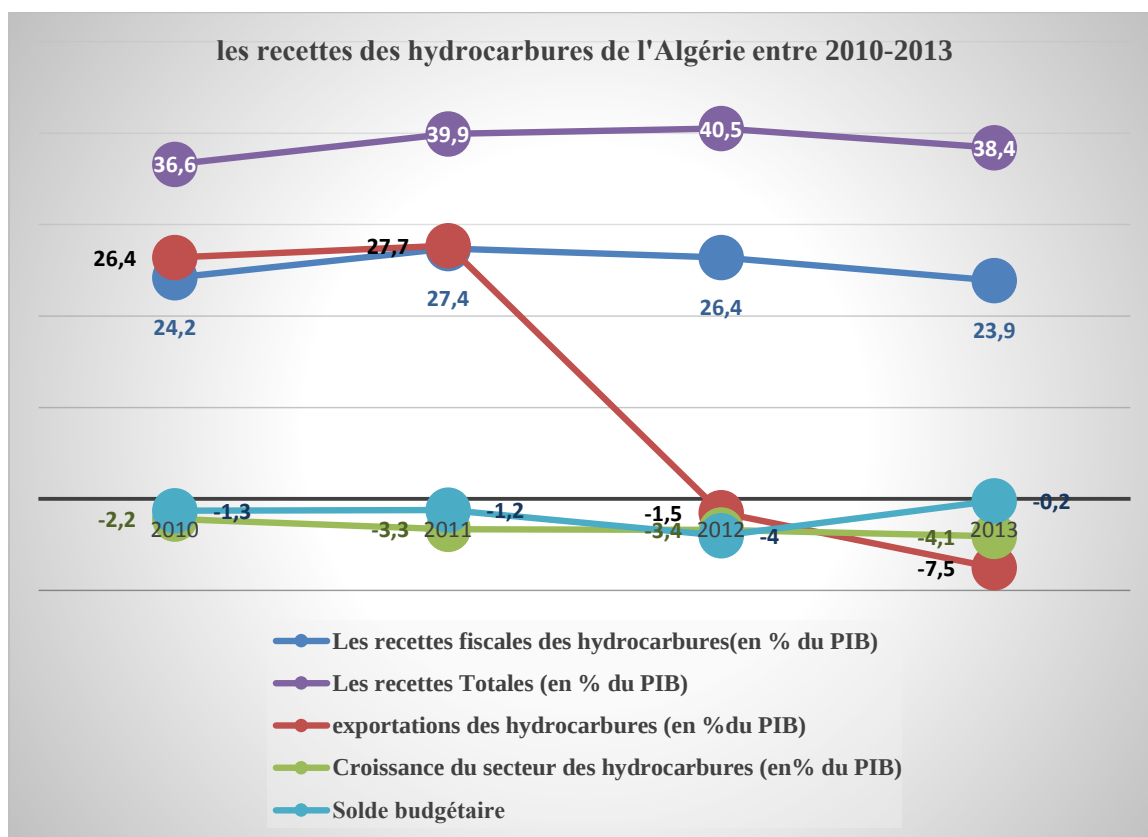
En 2009, une chute subite des exportations hydrocarbures estimée à (-42.5)% du PIB, les recettes fiscales du secteur des hydrocarbures ont également diminué jusqu'à 23.8% du PIB accompagné d'une diminution des recettes budgétaires totales qui est estimée à 36.6%. Les recettes fiscales des hydrocarbures ont révélé un pourcentage de 65.03% de la totalité des recettes budgétaires. Une décroissance de ce secteur s'est atteinte à 6.6% du PIB. Les recettes des hydrocarbures ont toujours représenté la grande part des recettes budgétaires, donc n'importe quel choc va frapper ce secteur, va directement toucher les recettes budgétaires. Cela veut dire que la politique budgétaire algérienne peut avoir un choc facilement, à travers l'acquisition des recettes fiscales, parce que l'économie de l'Algérie s'appuie essentiellement sur les revenus du secteur des hydrocarbures.

En cette période, le monde a connu une crise financière et économique sévère, l'impact de cette crise sur les économies du monde, notamment les économies avancées, a été dur. Un ralentissement des économies et une réduction de commerce internationale ont été caractérisés cette crise, les économies des pays européennes ont été également durement touchées par cette crise, comme leur commerce international a été agressivement frappé par cette dernière. Du même, les hydrocarbures algériens ont majoritairement exporté vers les pays européens qui s'endurent d'une récession économique et d'une réduction de leur importation, ce qui reflète négativement sur les exportations algériennes reposées fondamentalement sur les hydrocarbures qui représentent, comme on a déjà mentionné, la grande partie des recettes budgétaires.

Heureusement, l'Algérie a appliqué une politique spécialement pour gérer sa politique budgétaire et sa dette publique, il s'agit fondamentalement de la création du fond de régulation des recettes,

Le graphique suivant représente une comparaison entre le solde budgétaire et les recettes du secteur le plus important pour l'Algérie entre 2010 et 2013, c'est celui des hydrocarbures, duquel la grande majorité des recettes revient de ce secteur. Cela a pour l'objet de montrer l'impact de la crise des dettes souveraines européennes sur la politique budgétaire aux pays du Maghreb.

Graphique n°3-25 : Les recettes des hydrocarbures de l'Algérie entre 2010-2013



Note : les données de l'année de 2013 sont des projections

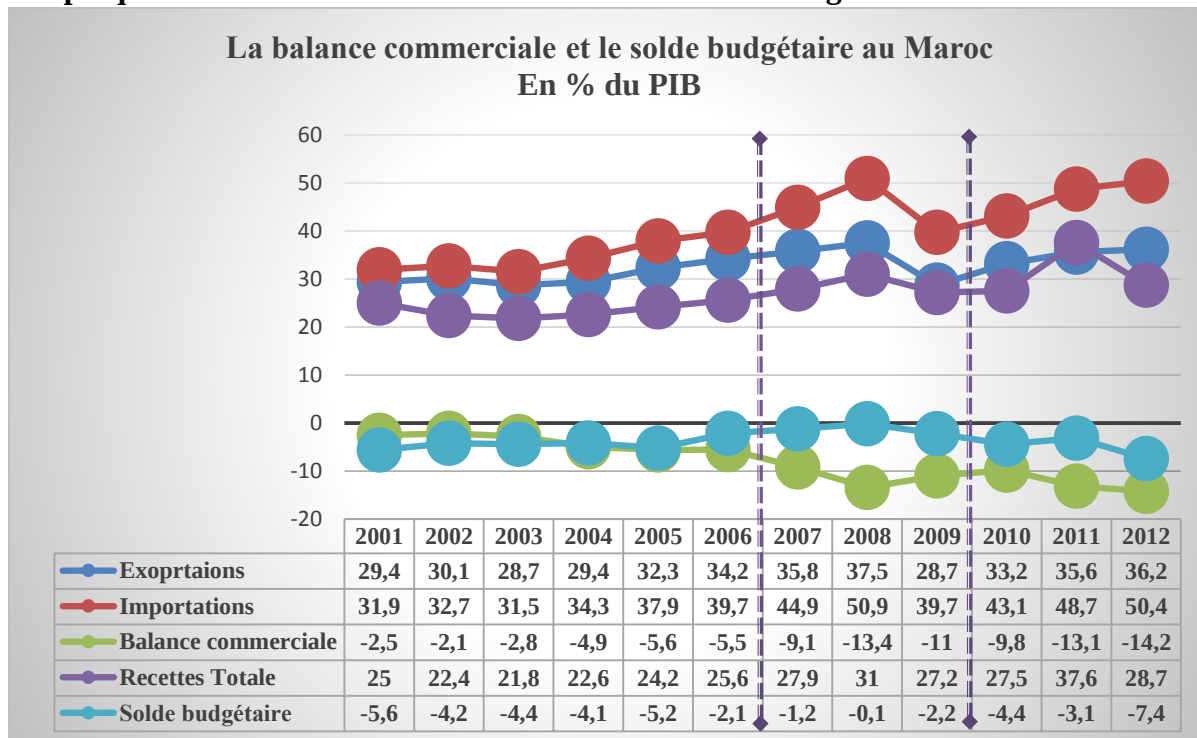
Source : Données du FMI

Notant que les exportations des hydrocarbures, évalués en pourcentage du PIB, ont chuté brusquement de 27.7% en 2011 à (-1.5)% en 2012 pour diminuer jusqu'à (-7.5)% en 2013. Ce secteur a connu une croissance négative continue après l'enregistrement d'une amélioration en 2010 par rapport à 2009. Remarquant une croissance négative et continue du secteur des hydrocarbures ainsi qu'un déficit budgétaire que leur courbe est approximative de celui du secteur des hydrocarbures. Cela montre que le déficit budgétaire est relatif à la croissance des hydrocarbures. C'est toute à fait normale que la politique budgétaire va avoir un impact de la crise des dettes souveraines sur la politique budgétaire puisque les recettes fiscales des hydrocarbures représente 65.6% de la totalité des recettes. Ainsi que les prix des produits des hydrocarbures sont relatives aux changements des prix au niveau des marchés internationaux.

III.II.1.iv.a.2. Le Maroc :

Le graphique suivant représente le solde commerciale et le solde budgétaire, ainsi que les recettes totales et les recettes des exportations au Maroc, afin de comparée ces derniers entre eux. Représentant les recettes totales par une courbe mauve, les exportations en bleu, le solde budgétaire en bleu vert, le solde commerciale en vert et les importations en rouge.

Graphique n° 3-26 : La balance commerciale et le solde budgétaire du Maroc



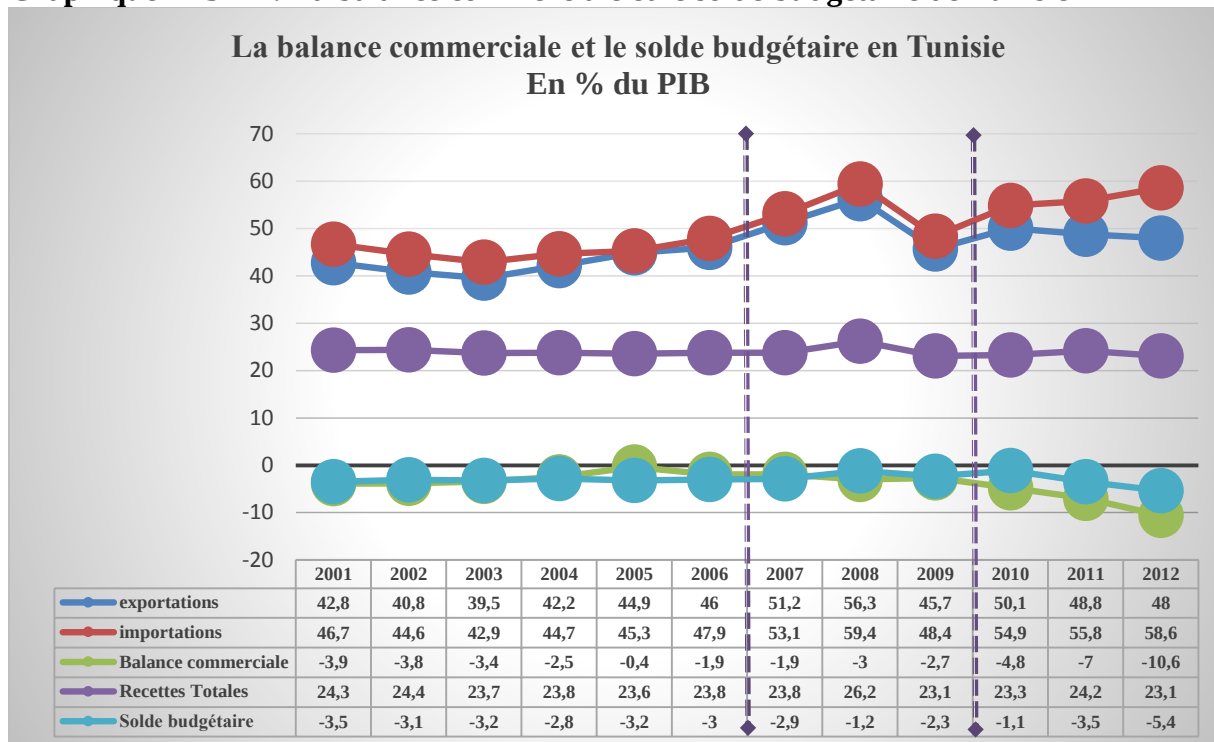
Source : Les données de la banque mondiale et le FMI

Notant que le Maroc a été enregistré un déficit budgétaire simultanément avec un enregistrement d'un déficit au niveau du balance commerciale depuis 2001. Remarquant également que les recettes budgétaires totales et les recettes des exportations prennent le même rythme, le recul des exportations en 2009 a créé une diminution des recettes budgétaires. Bien que les recettes des exportations aient augmenté entre 2009 et 2012, les importations ont pareillement accru ce qui a permis à enregistrer un creusement de la balance commerciale. Au Maroc, le niveau du solde budgétaire est supérieur à celui du solde commerciale, en revanche en Algérie la courbe de la balance commerciale est supérieure à celle du solde budgétaire. Cela veut dire qu'il existe d'autres secteurs qui ont participé au creusement du déficit budgétaire tel que le secteur du tourisme.

III.II.1.iv.a.3. La Tunisie :

Le graphique suivant représente le solde commerciale et le solde budgétaire, ainsi que les recettes totales et les recettes des exportations en Algérie, afin de comparée ces derniers entre eux. Représentant les recettes totales par une courbe mauve, les exportations en bleu, le solde budgétaire en bleu vert, le solde commerciale en vert et les importations en rouge.

Graphique n° 3-27 : La balance commerciale et le solde budgétaire de Tunisie



Source : Les données de la banque mondiale et le FMI

Un couple de courbe illustrant le solde budgétaire et le solde commerciale exportations qui prennent le même rythme, Cela montre qu'il existe une relation entre eux. En revanche le rythme des recettes budgétaires est modéré par rapport au rythme des recettes des exportations. Cela est expliqué par la nature des recettes budgétaires en cette période qui n'est pas fiscale mais plutôt ce sont des recettes de privatisations des établissements publiques. L'impact de défaut transmis à partir du secteur du commerce international est modéré comparativement avec l'Algérie et le Maroc. A cause du compte sur les recettes de privatisations qui n'ont pas vraiment un substitut pour les recettes fiscales duquel ils se sont périodiques et ne sont pas durables. Comprendre le creusement du déficit budgétaire de la période entre 2009 et 2010 ne repose pas seulement sur la balance commerciale mais aussi sur le secteur du tourisme ainsi que l'investissement étranger direct.

III.II.1.iv.b. La politique budgétaire et le tourisme :

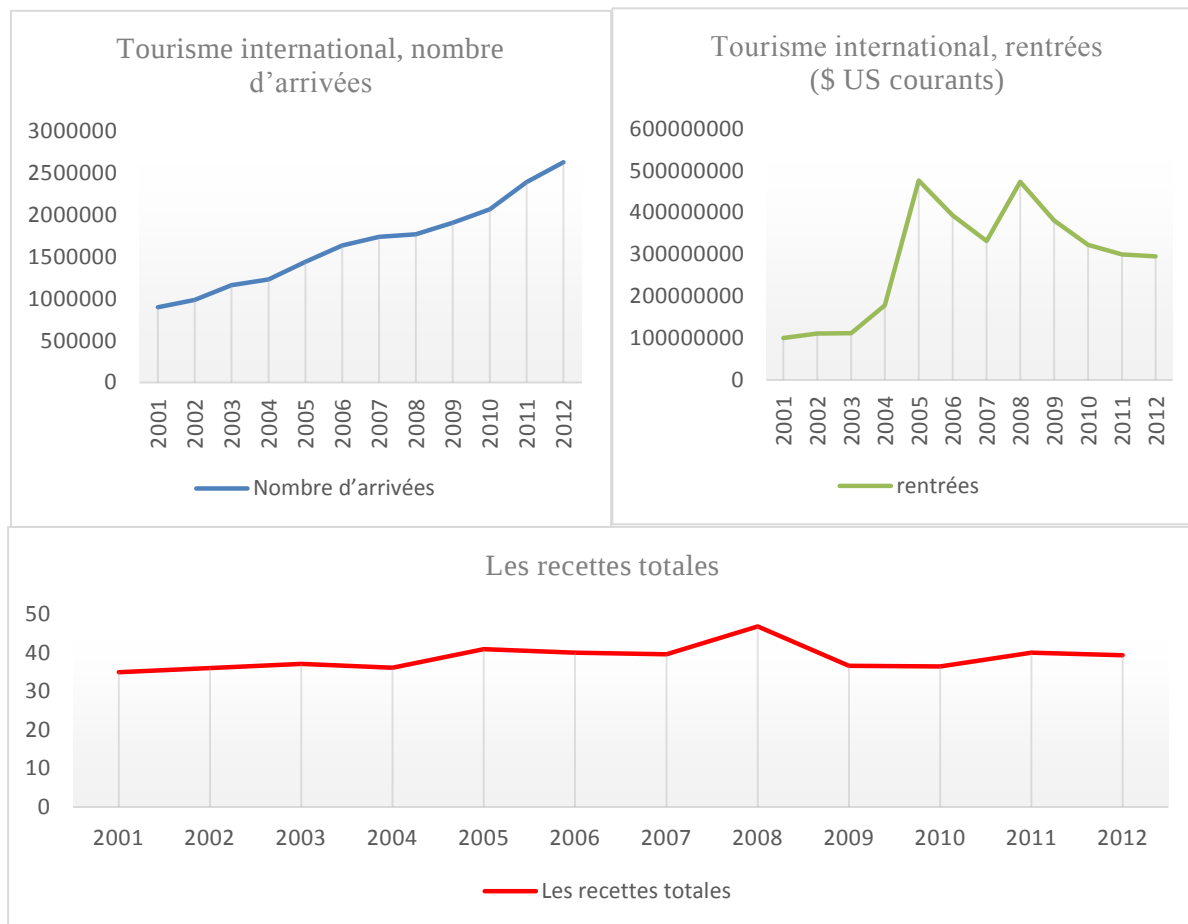
Considérant que le tourisme est un secteur important notamment pour le Maroc et la Tunisie, au même temps, ce secteur est dépend au pays étrangers duquel la majorité des touristes arrivées du pays européens.

Montrant, à ce fait, l'impact de la crise des dettes souveraine sur le secteur de tourisme et delà sur les recettes totales de chaque pays.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.iv.b.1. Algérie :

Graphique n° 3- 28 : la politique budgétaire et le secteur de tourisme en Algérie.



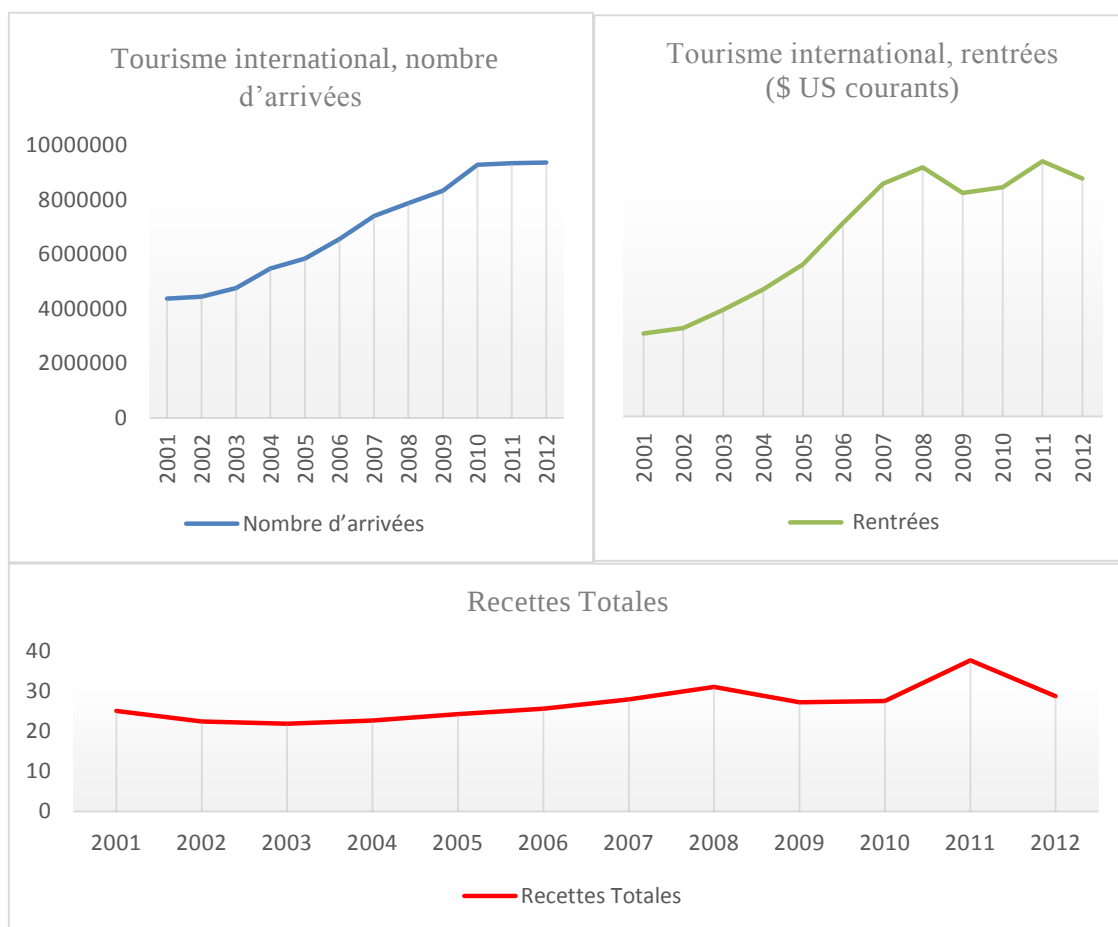
Source : Les données de la banque mondiale et du FMI.

Comme le graphique montre, bien que le nombre d'arrivée augmente d'une année en année, les rentrées du tourisme international en Algérie a connu des diminutions depuis 2009, cela montre que le secteur de tourisme a touché par la crise. Mais cette situation n'a pas donnée un grand impact sur les recettes totales de l'Etat parce que la quasi-totalité de ces derniers devient du secteur des hydrocarbures.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.iv.b.2. Maroc :

Graphique n°3-29 : La politique budgétaire et le secteur de tourisme au Maroc :

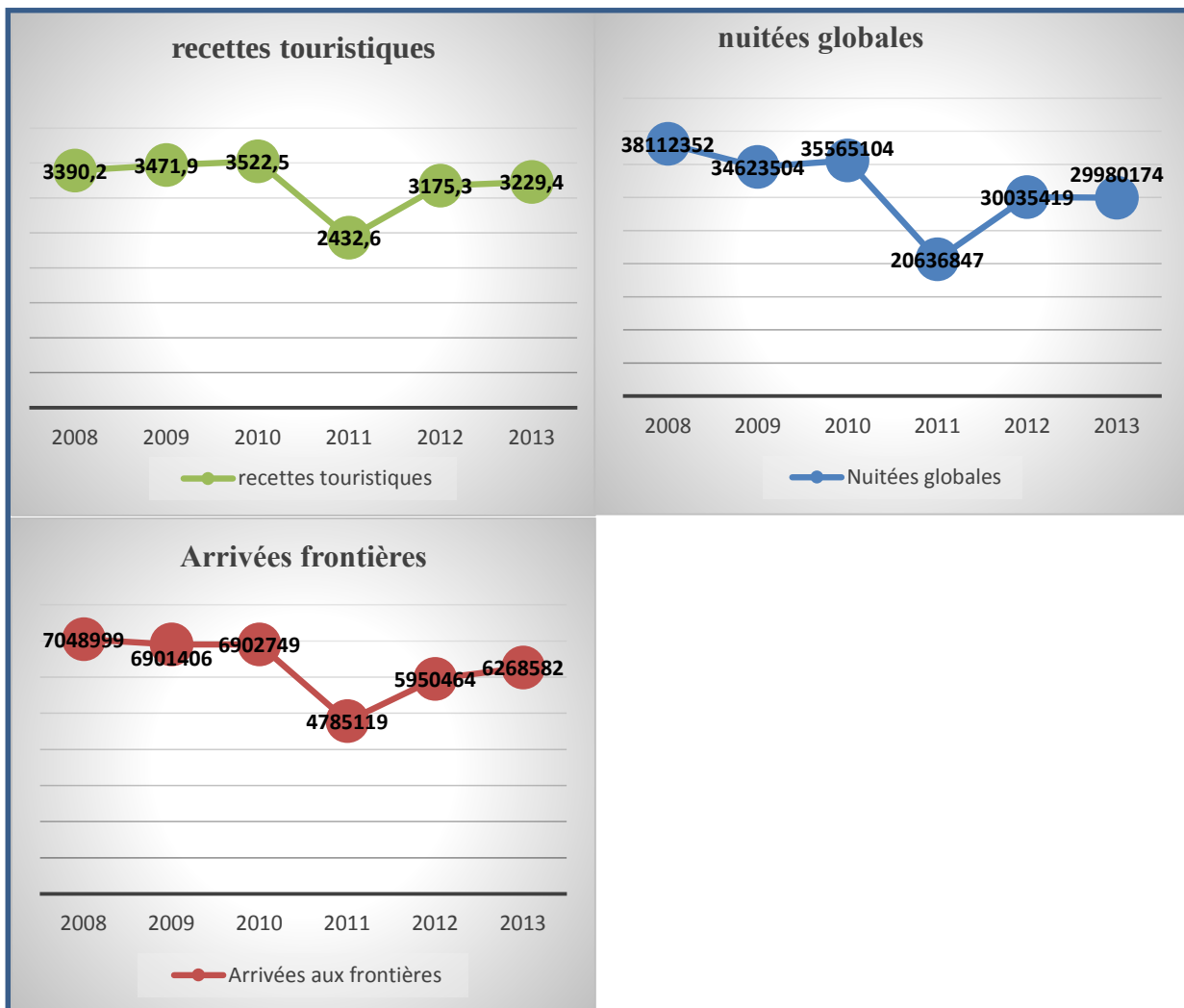


Source : Les données de la banque mondiale et du FMI

Le présent graphique montre que le nombre d'arrivées augmente d'une année en année, mais cet accroissement est décroissant, remarquant également que les rentrées du tourisme international ont été enregistrées une perturbation depuis 2009 simultanément avec une perturbation des recettes totales du pays. L'impact de la crise mondiale et la dette souveraine transmet à travers le secteur de tourisme vers la politique budgétaire est clairement apparu duquel le même rythme d'augmentation et de diminution a été marqué en 2008 jusqu'à 2012. Cela explique également que ce secteur est important pour le Maroc et toute perturbation frappe ce secteur va laisser une implication sur les recettes totales du pays.

III.II.1.iv.b.3. Tunisie :

Graphique n° 3-30 : Réalisation du secteur touristique :

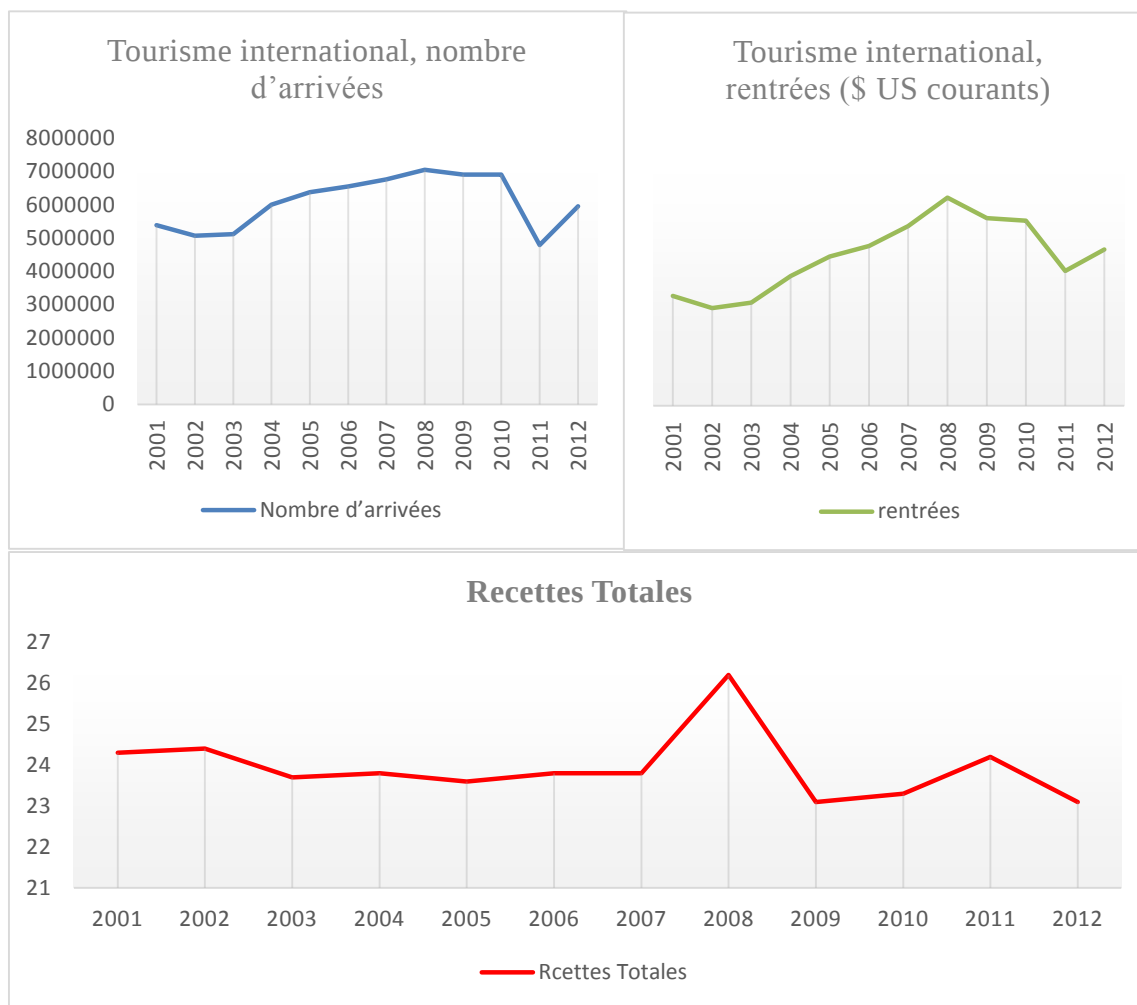


Source : Statistique de l'office nationale de tourisme de Tunisie 2009 et 2013

Ce graphique montre que le secteur de tourisme en Tunisie a connu une récession remarquable en 2011, et cela coïncide évènement de la révolution tunisienne. Remarquant également que les recettes du secteur de tourisme ont été diminuées depuis 2011, tandis que le nombre d'arrivées aux frontières et le nombre de nuitées globales a été diminué depuis 2009, cela veut dire que le nombre de tourisme arrivé de l'étranger a été diminué.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Graphique n° 3-31 : La politique budgétaire et le secteur de tourisme en Tunisie



Source : Les données de la banque mondiale et du FMI

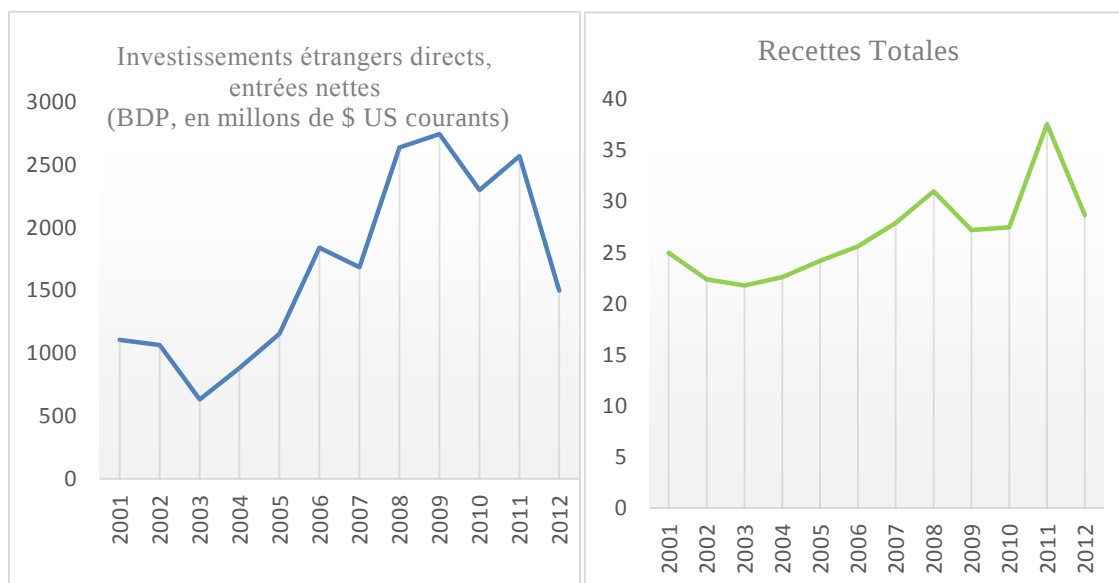
Le présent graphique montre que le nombre d'arrivé est massivement diminué en 2011, et une diminution gracieuse en 2009 et 2010, alors que la majorité des autres années a enregistré une augmentation. Les recettes totales ont également diminué en 2009 et 2010, simultanément avec la réduction des entrés du secteur de tourisimes, tandis que l'année 2011 a enregistré une augmentation des recettes totale. Selon le rapport du FMI, cette augmentation revient à usage des recettes de privatisation de l'établissement public. D'autre part, elle peut revenir à l'augmentation de l'investissement étranger direct. Bien que le secteur de tourisme a enregistré une augmentation en 2012, Les recettes totales de la Tunisie a été énérgisé une diminution, cela peut être dépend aux autres secteurs à la petite diminution des exportations et la réduction de l'investissement étranger directe, ou bien la diminution des recettes de privatisation. Malheureusement, nous n'avons pas pu avoir des statistiques concernant les recettes de privatisation pour comparer et confirmer cette hypothèse.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.iv.c. La politique budgétaire et l'investissement étranger direct :

III.II.1.iv.c.1. Algérie :

Graphique n° 3-32 : L'investissement étranger direct et les recettes totales de l'Algérie



Source : Les données de la banque mondiale et du FMI

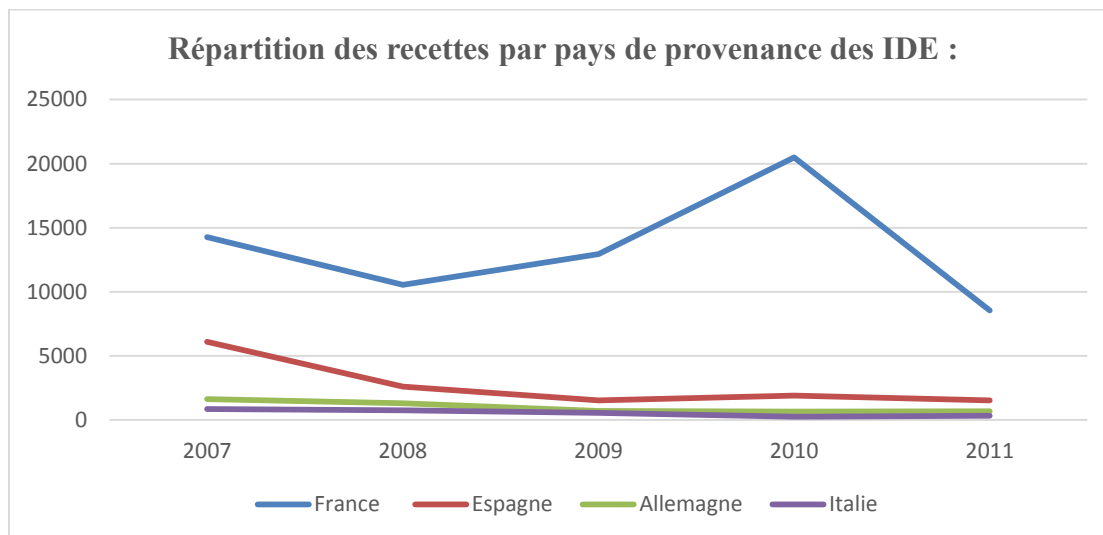
Tel que le graphique montre, il n'y a pas une grande remembrance entre l'investissement étranger direct et les recettes totales duquel ni l'augmentation de l'investissement étranger direct en 2009 n'a pas donnée un impact sur les recettes totales qui a diminué massivement en cette année, ni la diminution de ce secteur a laissé une implication sur ces recettes. Expliquant cela par le rôle négligé de ce secteur par rapport au rôle du secteur des hydrocarbures qui représente la quasi-totalité des exportations et la majorité des recettes de l'Etat.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.1.iv.c.2. Maroc

Le Maroc a été incité par le développement de l'investissement étranger direct notamment avec ses partenaires européens. Le présent graphique montre la répartition des recettes par pays de provenance des investissements étrangers directs.

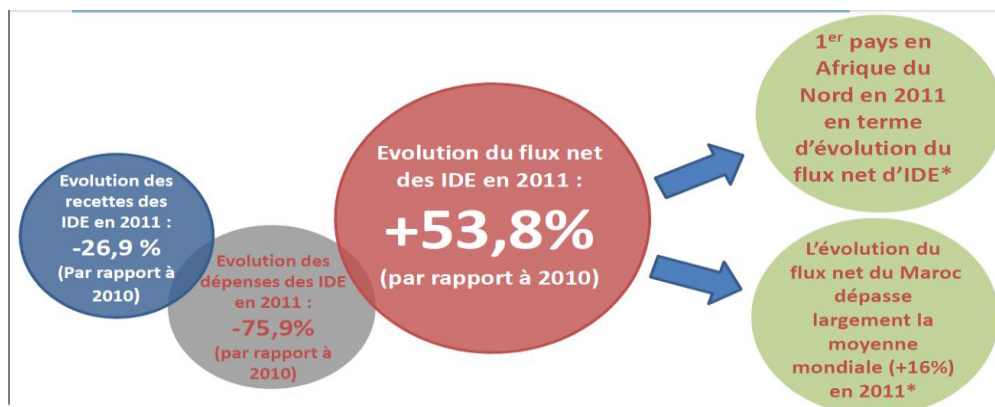
Graphique n° 3-33 : Répartition des recettes par pays de provenance des IDE



Source : Karim ELHAOUZI, *PanoramadesIDEauMaroc2007-2011*, office des changes, royaume du Maroc, décembre 2012.

Notant que la France est le pays partenaire remarquable parmi les pays de la zone euro duquel le secteur est sensible à tout changement frappe les opérations entre les partenaires. En deuxième lieu, on remarque le rôle de l'Espagne dans ce secteur au moment de la crise mondiale duquel l'investissement étranger directe a été diminué simultanément avec la réduction de l'investissement espagnole, après 2009 le rôle de Espagne est devenu insignifiant tel que celui de l'Allemagne et l'Italie. Le schéma suivant montre l'évolution du flux net des IDE en 2011

Schéma n° 3-1 : L'évolution du flux net des IDE en 2011

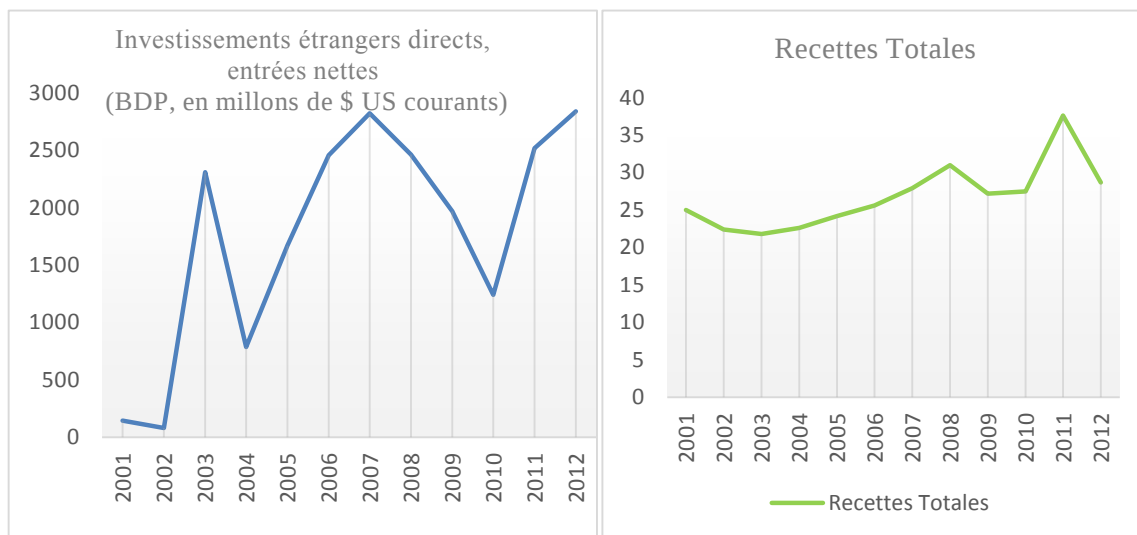


Source : Karim ELHAOUZI, op.cit.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Au moment d'une conjoncture régionale difficile et de la crise économique et souveraine, notamment au niveau des principaux pays émetteurs d'investissements directs étrangers vers le Maroc, les flux des investissements directs étrangers vers le Maroc ont mieux résisté en 2011.

Graphique n°3-34 : L'investissement étranger direct et les recettes totales du Maroc

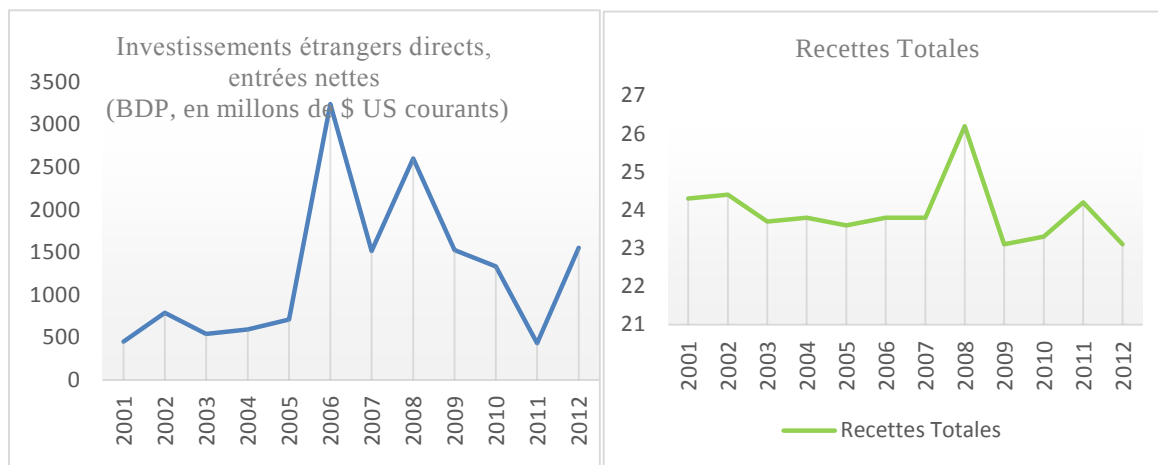


Source : Les données de la banque mondiale et du FMI

Le présent graphique montre que l'investissement étranger direct a un impact sur les recettes totales du pays, mais peu important que le secteur de tourisme. En effet, les recettes totales a été enregistré une diminution en 2009 puis une augmentation insignifiante en 2010, alors que l'investissement étranger direct a été affiché une diminution entre 2008 et 2010 simultanément avec le déclenchement de la crise mondiale et la crise des dettes souveraine européenne. L'année 2010 a connu une réduction massive du secteur de l'investissement étranger direct, cependant les recettes totales ont augmenté d'une manière léger simultanément avec une augmentation enregistré au niveau du secteur de tourisme (voir le graphique n° 3-35). De plus, le secteur d'investissement étranger direct a été enregistré une augmentation modique en 2012, tandis qu'une diminution a été enregistré au niveau du secteur de tourisme et des recettes totales.

III.II.1.iv.c.3. Tunisie

Graphique n°3-35 : L'investissement étranger directe et les recettes totales de la Tunisie.



Source : Les données de la banque mondiale et du FMI

Tel que le graphique montre, l'investissement étranger directe a été touché par la crise économique et la crise des dettes souveraines, mais c'est possible également qu'il a été troublé par la révolution du « Printemps Arabe » déclenché en Tunisie.

Il paraît, en 2009, que les recettes totales de l'Etat ont diminué conjointement avec une diminution des entrées nette de l'investissement étranger direct et des entrées du secteur de tourisme ainsi qu'une diminution des exportations. Bien que ces recettes ont affiché une augmentation modique bien que l'investissement étranger direct a enregistré une diminution, et cela dépend à l'augmentation des exportations et des recettes de privatisation.

L'année 2011 est exceptionnel duquel la Tunisie a enregistré une diminution des entrées des investissements étrangers directes, des entrées de tourisme international et une réduction modique des exportations. Cependant, les recettes totales a été enregistré un accroissement, il s'agit clairement là que la cause de cette augmentation est dépend aux recettes de privatisation.

En 2012, en revanche, les entrées d'investissement étranger direct ont augmenté, cependant les recettes totales ont été enregistré une réduction simultanément une diminution modique des exportations qui n'explique pas cette réduction, bien que le secteur de tourisme a également été enregistré une augmentation en cette année, on peut expliquer cela par, toujours, la participation des recettes de privatisation dans cette augmentation.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

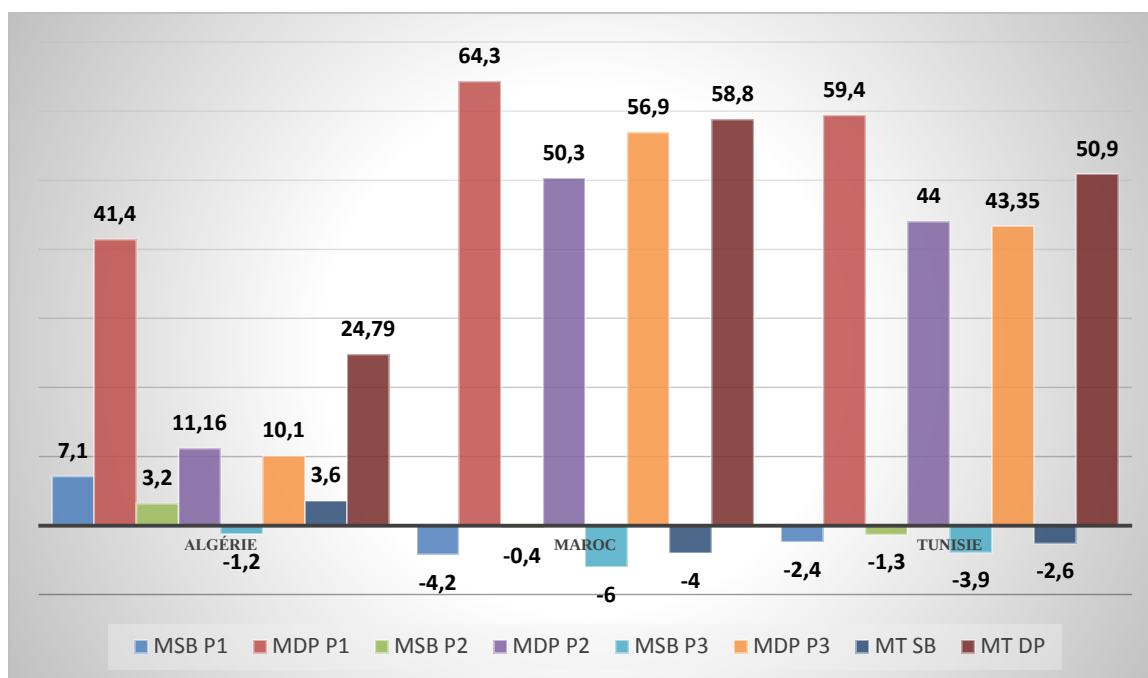
III.II.2. Sous-Section II-II : La performance de la politique budgétaire des pays du Maghreb :

Traitant, cette section, la performance des politiques budgétaires des pays du Maghreb au sein de la situation critique des pays européenne qui sont des partenariats important pour ces pays, en basant notamment sur la soutenabilité des finances publique avec la performance de la politique budgétaire pour réduire le taux de chômage et augmenter la croissance.

III.II.2.i. La soutenabilité des finances publiques :

Le Présent graphique montre l'évolution des instruments de la politique budgétaire, s'agissant essentiellement des moyennes des soldes budgétaires et des dettes publiques

Graphique n° 3-36 : Moyennes des soldes budgétaires et dettes publiques des pays du Maghreb Par période



Source : établi à partir des données du FMI

L'Algérie a mieux manipulé les finances publiques duquel elle n'a enregistré ni un déficit budgétaire dépasse les normes ni une aggravation de la dette publique, grâce à la gestion suivi particulièrement de la dette publique et généralement des finances publiques. En effet, La moyenne totale du solde budgétaire atteint à 3.6% du PIB cependant la moyenne du solde publique de la troisième période, qui est déficitaire, estime à 1.2% du PIB dont il reste sous normes définit par Maastricht. De plus, la dette publique a connu une diminution continue durant la période d'étude, à l'exception de l'année 2010 qui a été enregistré un accumulation modique, 24.79% c'est la moyenne totale de la dette publique enregistré durant

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

la période d'étude, contre 10.1% enregistré durant la troisième période, remarquant une grande différence entre les deux valeurs.

Les finances publiques du Maroc sont étés dans une situation troublée duquel elle enregistre une moyenne totale de déficit budgétaire dépasse les normes reconnus et une dette qui est approximative au niveau limité de la dette publique défini par Maastricht. En effet, la moyenne de déficit budgétaire enregistrée durant la période d'étude atteint à 4%, cependant, la moyenne du déficit estimée à 6% du PIB durant la 3^{ème} période dont les deux moyennes sont supérieures au norme défini par Maastricht. De plus, le Maroc a été enregistré 58.8% du PIB pour la moyenne totale de la dette publique et 56.9% du PIB de la moyenne de la 3^{ème} période. La continuité de l'aggravation de la dette publique aux années à venir va conduire le Maroc à une crise des dettes souveraine duquel il ne reste que 3.1 point pour atteindre au niveau limité de la dette publique défini par Maastricht. Si les exportations vont continuer à reculer, cela va diminuer les recettes totales de l'Etat, qui va automatiquement faire un creusement du déficit budgétaire et de là une contrainte sur la dette publique qui va s'accumuler, donc le Maroc doit penser d'appliquer une politique prudente et de gérer sa dette publique d'une manière plus efficace en bénéficiant des expériences des autres pays.

La Tunisie, a enregistré une soutenabilité moins que l'Algérie et mieux que le Maroc dans les trois périodes de l'étude. Cela ne veut pas dire que la politique budgétaire est totalement soutenable, mais bientôt veut dire que la Tunisie peut avoir un risque d'insoutenabilité, notamment que ce pays a enregistré une moyenne de déficit budgétaire plus que celui défini au Maastricht (3.9% du PIB) et une dette élevée approximative de 51% de PIB et qui peut s'aggraver dans les années à venir, notamment si la Tunisie a privatisé tous ses établissements publics et utilisé toutes ces recettes. A ce cas la politique budgétaire va toucher à travers la diminution des recettes totales qui vont être plus sensible aux perturbations qui touchent les secteurs importants tels que le commerce international, le tourisme et l'investissement étranger direct.

III.II.2.ii. L'impact de la politique budgétaire sur le PIB et la croissance économique :

III.II.2.ii.a. L'évolution du PIB des pays du Maghreb :

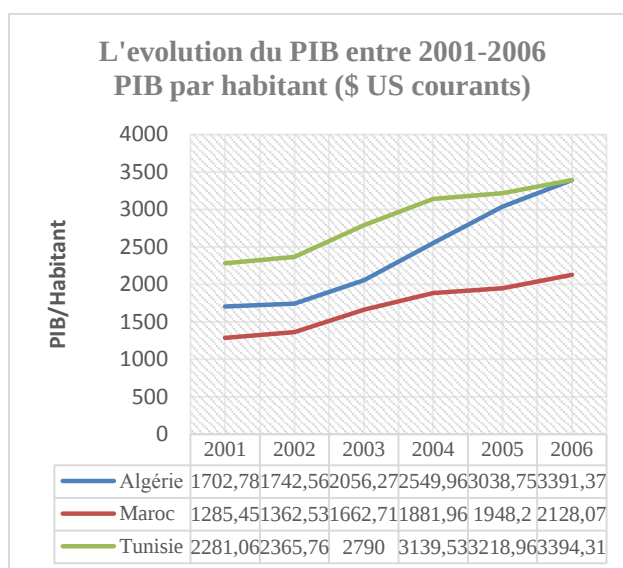
Les pays du Maghreb sont ordonnés parmi les pays à faible revenu, l'étude de l'évolution du PIB se repose sur plusieurs indicateurs tels que le nombre d'habitants, qui aide à avoir une bonne lecture aux résultats.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.2.ii.a.1. La première période (2001-2006) :

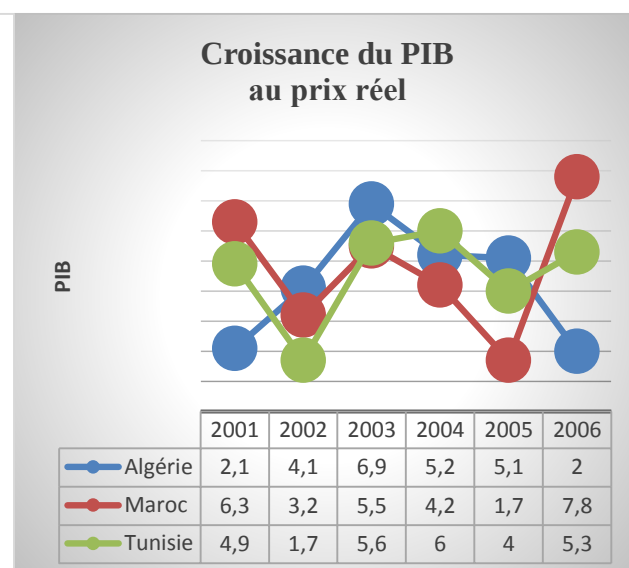
Le cadre suivant montre l'évolution du PIB dans la période de 2001-2002. Le graphique n°3-30 présente l'évolution du PIB par habitant en milliards de dollars dans cette période, cependant le graphique n° 3-2 montre la croissance du PIB au prix réel, la courbe en bleu présente les données de l'Algérie, Les courbe en rouge montre le PIB par habitant dans le graphique n°3-30 et la croissance du PIB du Maroc dans le graphique n° 3-31, les données du Tunisie sont exposées par la courbe en vert.

Graphique n° 3-37



Source : Donnée de la banque mondiale

Graphique n° 3-38



Source : Donnée du FMI

Le PIB est généralement caractérisé par une augmentation croissante en premier temps. Suivant le graphique n° 3-1, La Tunisie a affiché les meilleurs chiffres, suivie par l'Algérie et enfin le Maroc. En 2001, Le PIB atteint à 1702.8 milliards de dollars en Algérie, 1285.4 milliards de dollars au Maroc et 2281.1 milliards de dollars en Tunisie, soit une croissance atteint à 2.1% pour l'Algérie, 6.3% pour le Maroc et 4.9% pour la Tunisie (graphique n° :3-2).

Une augmentation modérée a été marqué à l'année suivante (2002) estime à 1742.6 milliards de dollars pour l'Algérie, 1362.5 milliards de dollars pour le Maroc et 2365.8 milliards de dollars pour la Tunisie, soit respectivement une différence de 39.8, 77.1 et 84.7 milliards de dollars, pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

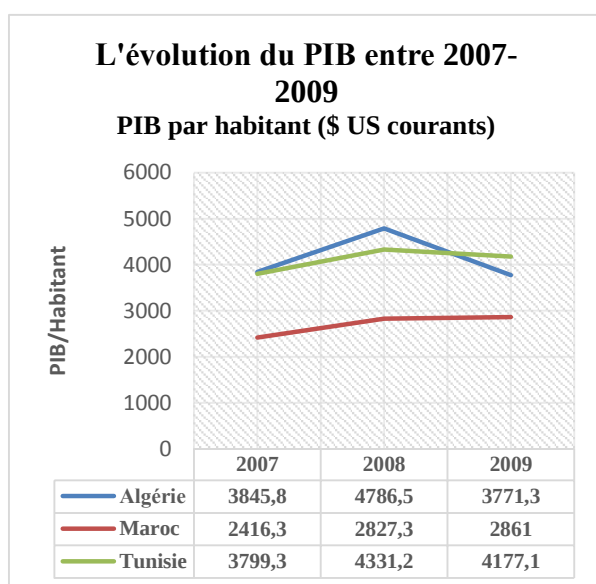
En 2003, Le PIB par habitant est augmenté de 313.7 points pour L'Algérie, 300 points pour le Maroc et 424.2 pour la Tunisie pour atteindre respectivement à 2056.3, 1662.7, 2790 milliards de dollars.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.2.ii.a.2. La deuxième période (2007-2009) :

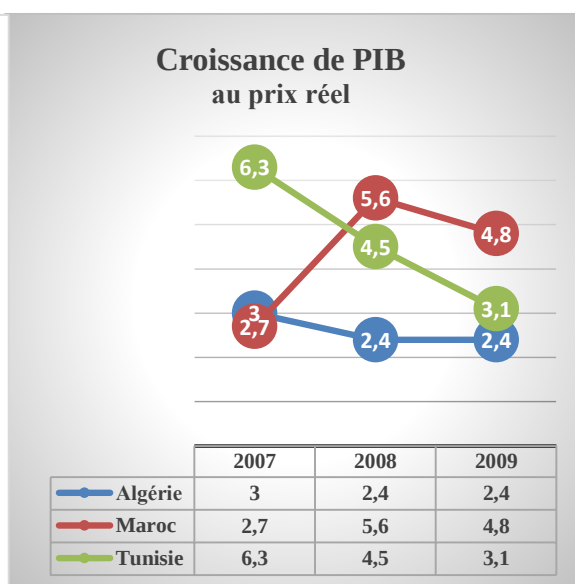
Le cadre suivant montre l'évolution du PIB dans la période de 2007-2009. Le graphique n°3-2 présente l'évolution du PIB par habitant en milliards de dollars dans cette période, cependant le graphique n° 3-4 montre la croissance du PIB au prix réel, la courbe en bleu présente les données de l'Algérie, Les courbe en rouge montre le PIB par habitant dans le graphique n°3-1 et la croissance du PIB du Maroc dans le graphique n° 3-2, les données du Tunisie sont exposées par la courbe en vert.

Graphique n° : 3-39



Source : les données de banque mondiale

Graphique n° : 3-40



Source : les données du FMI.

Une augmentation croissante du PIB a été marquée en Algérie pour l'année 2007. En cette année, Le PIB par habitant est estimé à 3845.8 milliards, soit une augmentation de 1% en plus du PIB. En 2008 l'Algérie a signalé un montant de 2827.3 milliards de dollars de PIB par habitant, notant une accumulation décroissante de PIB dont il atteint à 2.4%. Une diminution remarquable du PIB a été apparue en 2009, estimée à 1015.2 milliards de dollars du PIB comme différence entre 2008 et 2009. La croissance a été restée stagnée en 2009, restant toujours dans le niveau de 2.4% du PIB. Cela veut dire que l'un des éléments qui entre dans la composition du PIB a été diminué sachant que cette période a connu une crise mondiale sévère.

Le Maroc a également marqué une diminution dans le PIB par habitant, mais bien avant que l'Algérie, estimée à 454.4 milliards de dollars par rapport à l'année 2006, un chute absolue de la croissance, de 7.8% du PIB en 2006 à 2.7% en 2007. Selon les statistiques, L'économie

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

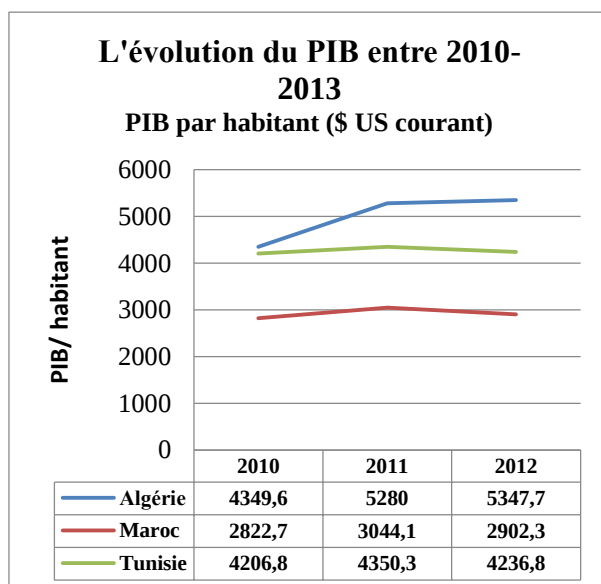
marocain a bien entendu reprenne son activité en 2008 dont le PIB a atteint à 2827.3 milliards de dollars soit une augmentation de 940.7 milliards de dollars accompagné par une croissance estime à 5.6% du PIB. Pour avoir à la fin de cette période, une augmentation décroissante du PIB remette à 2861 milliards de dollars soit une décroissance de 0.8 point de PIB comparable par une année auparavant.

La Tunisie a toutefois marqué une augmentation croissante considérable de PIB atteint à 3799.3 milliards de dollars en 2007 contre 3394.3milliards de dollars en 2006, soit une accumulation égale à 405 milliards de dollars et une croissance de 1 point de pourcentage du PIB en 2007 par rapport au 2006, c'est-à-dire une croissance estime à 6.3% du PIB. Cette situation n'a pas duré beaucoup de temps car, en 2008, La Tunisie a connu une augmentation décroissante de leur PIB atteint à 4331.2 milliards de dollars et croissance estime à 4.5%, puis, en 2009, une diminution du PIB s'élève à 154.1 milliards de dollars, soit un montant estime à 4177.1 milliards de dollars, et une croissance de 3.1%.

III.II.2.ii.a.3. La troisième période (2010-2013) :

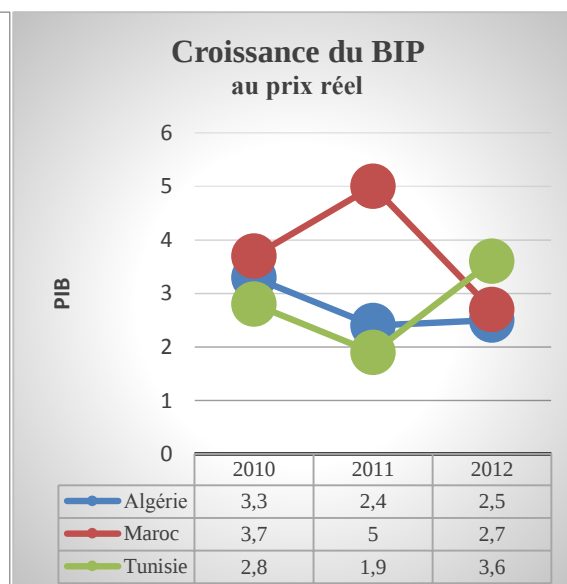
Le cadre suivant montre l'évolution du PIB dans la période de 2007-2009. Le graphique n°3-2 présente l'évolution du PIB par habitant en milliards de dollars dans cette période, cependant le graphique n° 3-4 montre la croissance du PIB au prix réel, la courbe en bleu présente les données de l'Algérie, Les courbe en rouge montre le PIB par habitant dans le graphique n°3-1 et la croissance du PIB du Maroc dans le graphique n° 3-2, les données du Tunisie sont exposées par la courbe en vert.

Graphique n° : 3-41



Source : Les données de la banque mondiale

Graphique n° : 3-42



Source : les données du FMI

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Tel que le graphique montre, l'Algérie a été enregistrée une valeur de 4349.6 milliards de dollars en 2010, 5280 milliards de dollars en 2011 et 5347.7 milliards de dollars en 2012. En même temps, la croissance enregistrée à cette période estime à 3.3% du PIB en 2010, 2.4% du PIB en 2011 et 2.5% du PIB en 2012. L'Algérie a bien entendu été enregistrée une croissance négative depuis 2010 après avoir une croissance positive en 2010. Ce qui est justifié par l'augmentation faible du BIP par habitant.

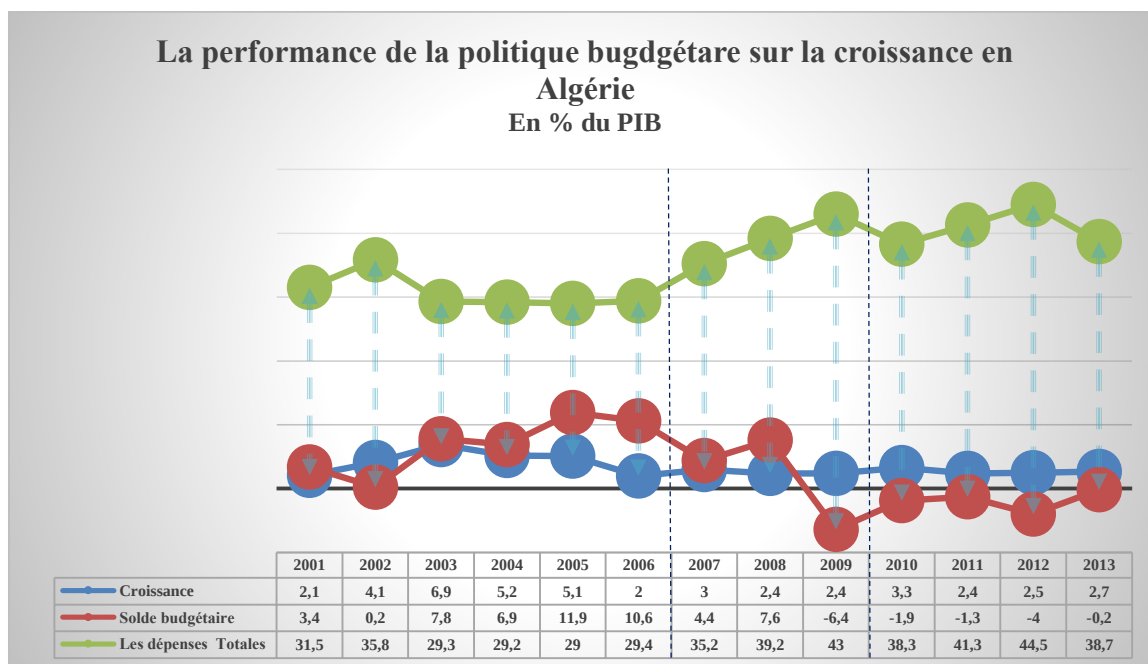
Le Maroc, en revanche, a été enregistré 2822.7 milliards de dollars en 2010, 3044.1 milliard de dollars en 2011 et 4236.8 milliards de dollars en 2012 avec une croissance estime à 3.7% du PIB en 2010, 5% en 2011 et 2.7% en 2012.

III.II.2.ii.b. La performance de la politique budgétaire sur la croissance :

III.II.2.ii.b.1. L'Algérie :

Le présent graphique montre la performance de la politique budgétaire sur la croissance en Algérie

Graphique n° 3-43 : La performance de la politique budgétaire sur la croissance en Algérie



Source : Les données du FMI

Comme le graphique ci-dessus montre, la politique budgétaire expansionniste a donné son fruit entre la période de 2001 à 2006, des dépenses ne dépassent pas 35.8% du PIB, un solde budgétaire excédentaire et une croissance qui est supérieure ou égale à 2% du PIB. Une performance de la politique budgétaire préférable a bien entendu été enregistrée en 2003, 2004 et 2005. D'une manière générale, la politique budgétaire en cette période a été ramenée

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

une moyenne de 30.7% du PIB pour les dépenses publique contre une moyenne de 6.8% du PIB pour le solde budgétaire, et une moyenne de croissance s'élève à 4.2% du PIB.

La deuxième période a en revanche été caractérisée par une performance inadmissible par rapport à la première période, une moyenne de 39.1% du PIB pour les dépenses publiques contre une moyenne de 1.9% du PIB pour le solde budgétaire, et une moyenne de 2.6% du PIB pour la croissance économique. Remarquant que l'année 2009 a été enregistré un niveau de recette estime à 43% du PIB et un déficit budgétaire s'élève à 6.4% du PIB pour avoir une croissance atteint à seulement à 2.4% seulement. Une grande différence entre cette année et l'année de 2005 qui a été enregistré 29% du PIB pour les dépenses contre 11.9% pour l'excédent budgétaire et 5.1% pour la croissance.

Pour la troisième période, la croissance a été resté presque dans le même niveau malgré d'une moyenne de 2.7% du PIB bien que la moyenne des dépenses publiques est considérable dont elle atteint à 40.8% du PIB. Ainsi qu'un enregistrement d'une moyenne de déficit s'élève à 2.3% du PIB.

Ce tableau montre la moyenne du solde budgétaire, des dépenses publiques et la croissance économique dans les trois périodes étudiés :

Tableau n° 3- 2 : les moyennes des indicateurs de politique budgétaire de l'Algérie par période

Indicateurs	La 1 ^{ère} période	La 2 ^{ème} période	La 3 ^{ème} période
Croissance économique	4.2%	2.6%	2.7%
Solde budgétaire	6.8%	1.9%	-2.3%
Dépenses publiques	30.7%	39.1%	40.8%

Source : tableau établie à partir des données du graphique

Tel que le tableau ci-dessus présente, la politique budgétaire a été donnée ses fruits dans la première période dont elle a été affiché une croissance considérable avec un enregistrement d'un excédent budgétaire et un minimum de dépenses publique par rapport aux autres périodes de l'étude.

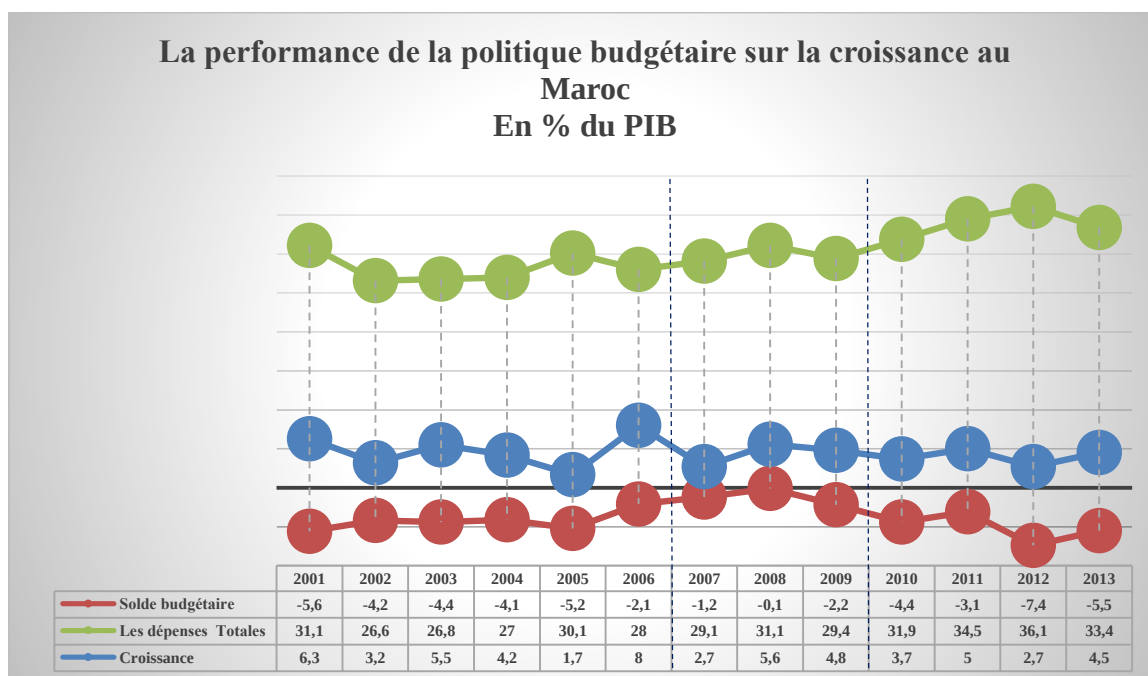
La deuxième période a été enregistré une croissance modéré avec un solde budgétaire quasi équilibré et des dépenses publiques accumulés et qui atteint à 39.1% du PIB. Constatant que la performance de la politique a été diminuée par rapport à la première période.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

La troisième période a également enregistré une croissance presque constante comparativement à la deuxième période (0.1 point de croissance) et conjointement avec un affichage de déficit budgétaire qui n'est pas vraiment terrible mais aussi avec une moyenne des dépenses considérable (40.8% du PIB). Si la performance de la politique budgétaire dans la deuxième période est impréférable, la troisième période a également moins préférable que la période qui précède duquel elle a enregistré un déficit budgétaire pour enregistrer le même niveau de croissance.

III.II.2.ii.b.2. Le Maroc :

Graphique n° 3-44 : La performance de la politique budgétaire sur la croissance au Maroc



Source : Les données du FMI

Tel qu'il montre ce graphique, un déficit budgétaire supérieur au niveau des normes suivies pour soutenir la politique budgétaire, avec un niveau de dépenses ne dépasse pas 31% du PIB, sont été ramenés à un niveau de croissance important atteint parfois à 8% du PIB. Cette période a été caractérisée par une variation de croissance une fois montante et autre fois descendante, remarquant en 2005, une amplification du déficit budgétaire accompagné par un accroissement des dépenses publiques ont donné seulement 1.7% du PIB de croissance. Cependant, en 2003, un déficit et un niveau de dépenses inférieur à ceux qui sont enregistrés en 2005 ont justifié un niveau de croissance atteint à 5.5% du PIB. Comme en 2006, un niveau admissible de déficit budgétaire avec un pourcentage convenable de dépenses publiques ont ramené un niveau de croissance préférable qui est le plus étendu dans

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

cette période. Selon ce qu'on a vu en Premier chapitre, L'accumulation des dépenses publiques va augmenter la croissance économique sous l'effet de multiplicateur. Alors ce n'est pas le même cas dans ces années (2003, 2005, 2006) desquels elles sont enregistrées des effets non keynésienne puisque l'amplification du déficit et des dépenses ne mène pas à l'accroissement de l'activité économique.

Pour la deuxième période, il existe toujours une perturbation de la croissance économique. Logiquement, l'activité économique va ralentir lorsque le déficit budgétaire diminue, même s'il y a une augmentation des dépenses, qui sont sûrement accompagnées par une augmentation des recettes, ce qui amène à une réduction de la croissance économique. C'est le cas dans l'année 2007, le déficit budgétaire a été diminué à 1.2%, cependant, remarquant une augmentation prudent des dépenses publiques, pour amener une croissance atteint à 2.7% du PIB. En 2008, le déficit budgétaire a encore été enregistré une réduction mais avec une augmentation de dépenses, qui a été ramené une croissance atteint à 5.6% du PIB. En 2009, un recul de l'activité traduite par un amoindrissement de l'économie duquel la valeur de croissance estime à 4.8% du PIB contre 5.6% du PIB en 2008 malgré l'enregistrement d'un déficit estime à 2.2% du PIB.

La troisième période qui a été caractérisé par un déficit dépasse généralement les 3% n'a pas été enregistré une croissance importante par rapport aux autres années d'étude, en même temps une instabilité de la croissance a été remarquée à partir de la courbe qui la représente.

Notant que la situation en 2012 est dans un état critique, non seulement pour le déficit budgétaire qui a été enregistré une amplification atteint à 7.4% du PIB mais aussi pour la récession de la croissance qui a été affiché un niveau de 2.7% du PIB.

Ce Tableau montre les moyennes de déficit budgétaire, des dépenses publiques et de croissance suivant les trois périodes de l'étude :

Tableau n° 3- 3 : les moyennes des indicateurs de politique budgétaire du Maroc par période

	1^{ère} période	2^{ème} période	3^{ème} période
Solde budgétaire	-4.3%	-1.2%	-5.1%
Dépenses publiques	30.7%	29.9%	34.7%
Croissance	4.9%	4.4%	4%

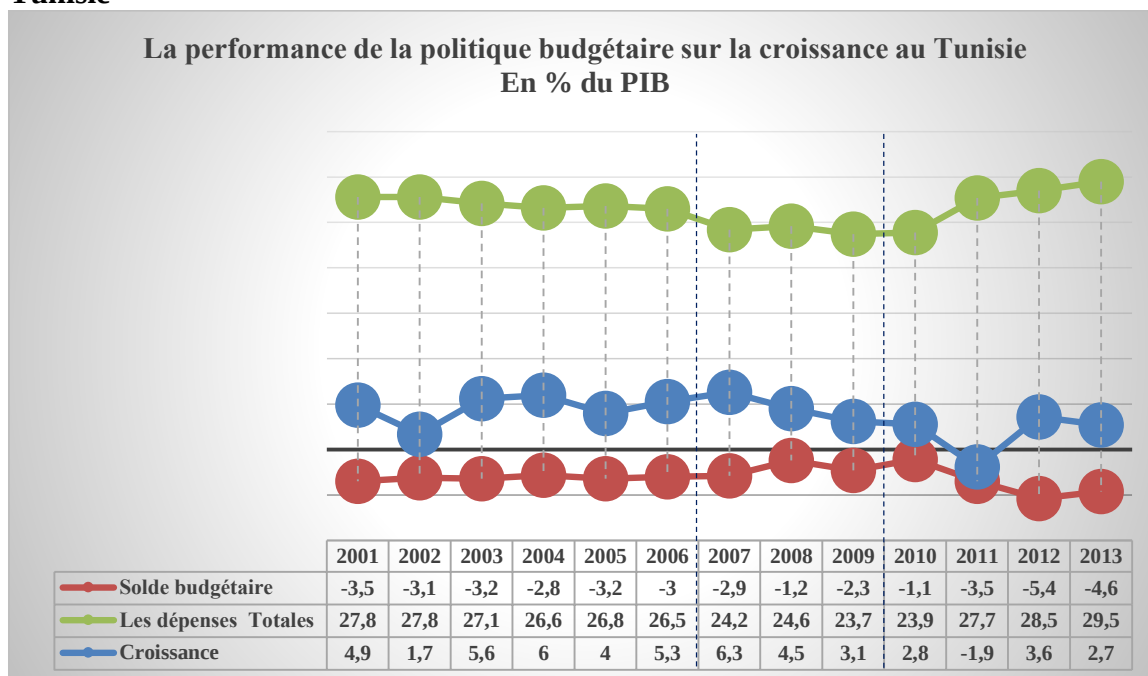
Source : Tableau établi à partir des données de graphique

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Tel que le tableau expose, la meilleure moyenne de croissance a été enregistrée dans la première période atteint à 4.9% du PIB suivie par la deuxième période, 4.4% du PIB, et enfin la troisième période, 4% du PIB. La réalisation de ce niveau a nécessité un niveau de déficit atteint à 4.3% du PIB pour la 1^{ère} période, 1.2% pour la 2^{ème} période et 5.1% pour la 3^{ème} période. Cela veut dire que le cout de la réalisation de la politique budgétaire à la 3^{ème} période et beaucoup plus que les autres périodes, de plus, ce cout ne tient pas à augmenter la croissance à un niveau plus élevé que les autres périodes, au contraire la croissance a été enregistré un niveau inférieur comparativement avec la 1^{ère} et la deuxième période.

III.II.2.ii.b.3. La Tunisie :

Graphique n° 3- 45 : La performance de la politique budgétaire sur la croissance au Tunisie



Source : les données du FMI

A la première période, La performance de la politique budgétaire en Tunisie est généralement acceptable, duquel le niveau de déficit budgétaire est dans les normes. De plus, les dépenses publiques ont été gardées la même mesure qui n'est plus inférieur à 26.5% du PIB et ne dépasse pas 27.8% du PIB. Bien que le niveau de de croissance dépasse 4% du PIB, sauf à l'année 2002, la croissance a été enregistrée un pourcentage 1.7 du PIB.

A la deuxième période a également enregistré une performance convenable avec laquelle le solde budgétaire qui est déficitaire est pareillement inférieur comparativement avec celui enregistré en première période. Tant que les dépenses publiques ont été diminuées.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Bien que la croissance a été enregistré un niveau admissible qui est généralement supérieur à 3% du PIB.

La troisième période, en revanche, a été caractérisée par une récession de la croissance du PIB. Il difficile là de connaître l'impact de la crise des dettes souveraine sur la politique budgétaire, à cause de l'interférence des événements de la crise des dettes souveraines et la révolution du printemps Arabe qui est débuté en janvier 2011. Notant que l'année 2010 a été également enregistré une récession de la croissance du PIB atteint à 0.3 point par rapport à une année auparavant qui est, elle-même, connaît un recule de sa croissance. En 2011, la Tunisie a été enregistré une forte décroissance du PIB atteint à 4.7 point par rapport à une année auparavant, bien que le déficit budgétaire a été ramené à 3.7%. Aux années suivants, la Tunisie a été enregistré un déficit amplifié par rapport aux autre années d'étude mais aussi supérieur comparativement avec le niveau normatif, pour ramener la croissance du PIB à un niveau positif mais en même temps inférieur par rapport aux autres années de l'étude.

Ce Tableau montre Les moyennes du solde budgétaire, de dépenses publiques et de la croissance selon les périodes étudiée :

Tableau n° 3- 4 : les moyennes des indicateurs de politique budgétaire de Tunisie par période

	1^{ère} période	2^{ème} période	3^{ème} période
Solde budgétaire	-3.1	-2.1	-3.7
Dépenses publiques	27.1	24.2	27.4
Croissance	4.6	4.6	1.8

Source : Tableau établit à partir du graphique

Tel qu'il expose ce tableau, la croissance a été constante durant les deux premières périodes, bien qu'une réduction de la moyenne du déficit budgétaire simultanément avec une diminution des dépenses publique. Tandis que les valeurs sont changées à la troisième période, un creusement de déficit budgétaire qui est le plus grand, avec une reprise de l'accumulation des dépenses publiques, pour enregistrer seulement une moyenne de 1.8% du PIB de croissance.

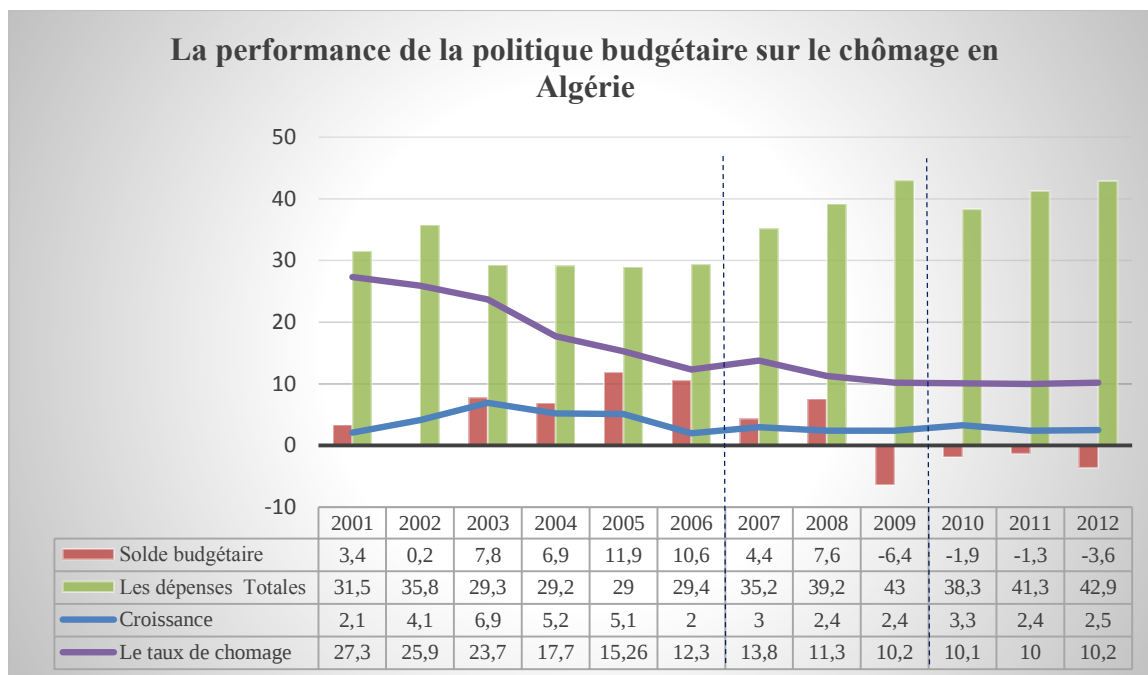
Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.2.iii. La politique budgétaire et le taux de chômage :

III.II.2.iii.a. L'Algérie

Le présent graphique montre la performance de la politique budgétaire sur le taux de chômage en Algérie.

Graphique n° 3- 46 : La performance de la politique budgétaire sur le chômage en Algérie



Source : Données du FMI

Le chômage en Algérie a connu une réduction durant la période d'étude par rapport aux années 90, l'impact de politique budgétaire expansionniste a donné son fruit, le chômage a été enregistré un niveau de 27.3% une diminution continu de taux de chômage a été caractérisé la première et la deuxième période de l'étude, cependant, la troisième période a été caractérisé par un taux quasi constant. Bien que le solde budgétaire a été enregistré un déficit durant cette période, les autres périodes ont été ramené un solde excédentaire, à l'exception de de l'année 2009. Cela signifie que l'impact de la politique budgétaire sur le chômage a été réduit par rapport aux autres périodes.

Ce tableau illustre les moyennes du solde budgétaire, de dépenses publiques, de croissance et du taux de chômage selon les périodes :

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Tableau n° 3- 5 : Les moyennes du taux de chômage et des indicateurs budgétaire de l'Algérie par période

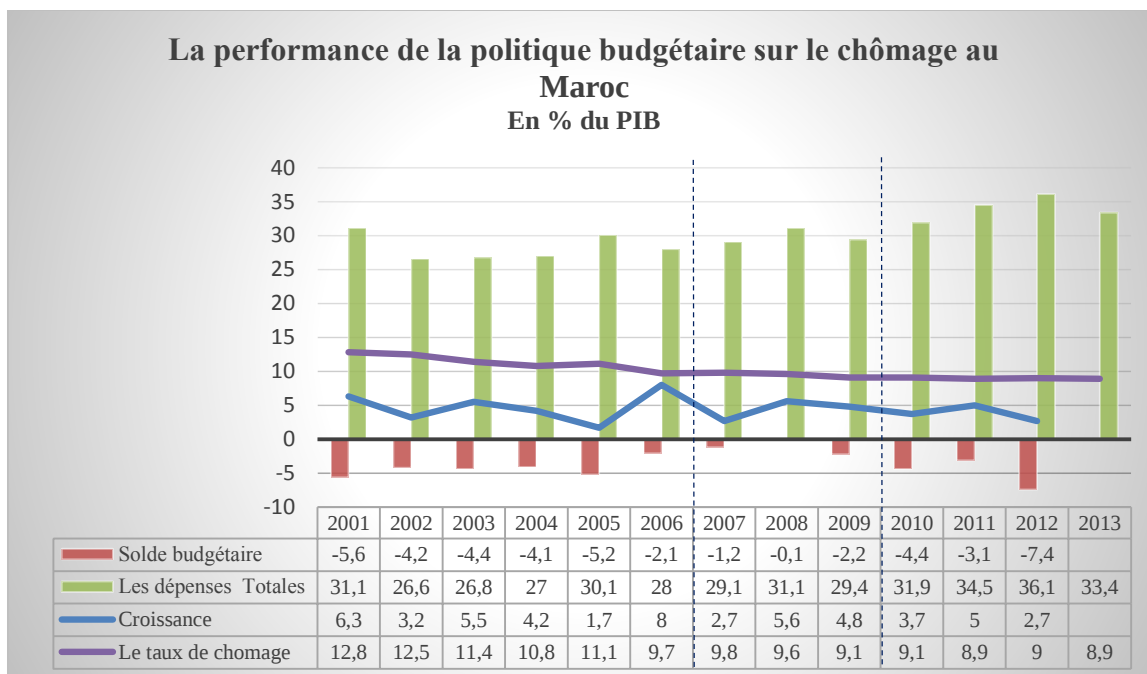
	1 ^{ère} période	2 ^{ème} période	3 ^{ème} période
Solde budgétaire	6.8%	1.9%	-2.3%
Dépenses publiques	30.7%	39.1%	40.8%
Croissance	4.2%	2.6%	2.7%
Taux de chômage	20.4%	11.8%	10.1%

Source : Tableau établi à partir du graphique

Notant que l'Algérie a été enregistré une diminution importante du taux de chômage, duquel une différence de 8.6 points de réduction distinct la deuxième période de la première période, et une différence de 1.7 point diverge la troisième période de la deuxième période. Bien que le solde budgétaire a été creusé évidemment avec une amplification des dépenses publique. Constatant, à cet égard, une grande différence entre la performance de la politique budgétaire en troisième période par rapport au deux autres périodes.

III.II.2.iii.b. Le Maroc

Graphique n° 3- 47 : La performance de la politique budgétaire sur le chômage au Maroc



Source : données du FMI

Au Maroc, le taux de chômage de la première période a été enregistré des valeurs approximatives, parfois montantes et autre fois descendantes. Si on la compare avec le taux de croissance, la variation du taux de chômage est plus modéré duquel une différence de 1.4

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

point en maximum a été enregistrée en 2006 par rapport à 2005. Un Taux presque constant a été caractérisé les deux autres périodes. En générale, il n'y a pas une grande réduction du taux de chômage duquel la différence de la plus grande valeur de ce taux enregistré en 2001 et la plus petite valeur enregistré en 2013 estime à 3.9 point. Découvrant que l'impact de la politique budgétaire sur le chômage n'a pas une grande importance.

Ce tableau montre les moyennes du solde budgétaire, de dépenses publiques, de croissance et du taux de chômage selon les périodes :

Tableau n° 3- 6 : Les moyennes du taux de chômage et des indicateurs budgétaire du Maroc par période

	1^{ère} période	2^{ème} période	3^{ème} période
Solde budgétaire	-4.3	-1.2	-5.1
Dépenses publiques	30.7	29.9	34.7
Croissance	4.9	4.4	4
Taux de chômage	11.4	9.5	9

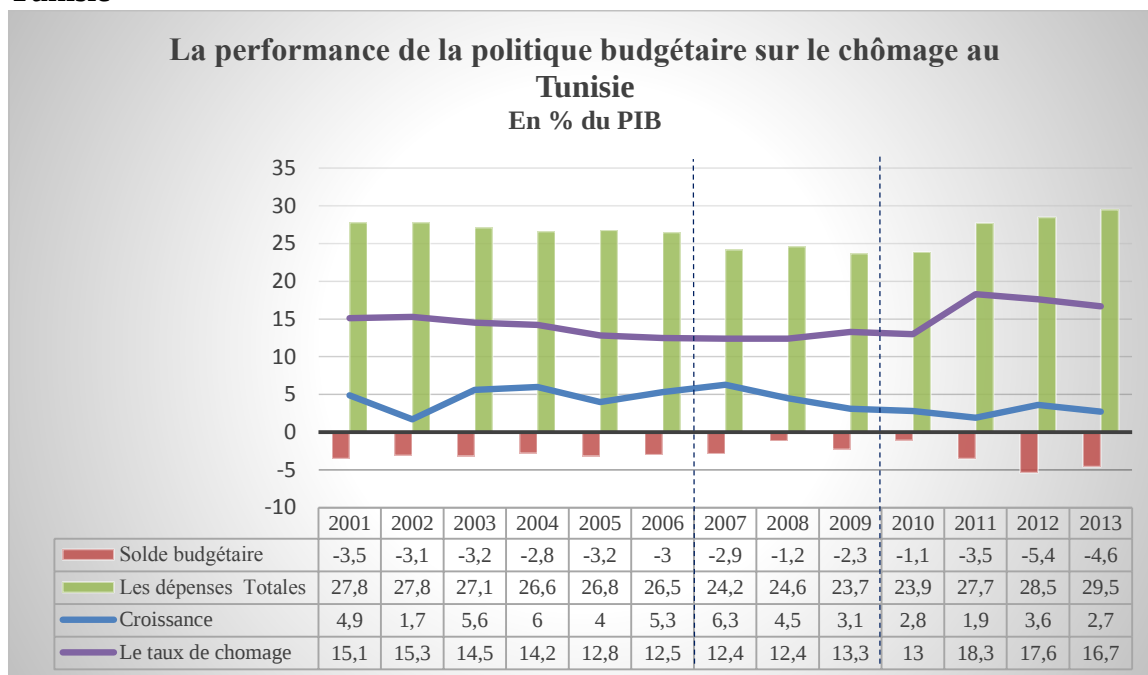
Source : tableau établi à partir du graphique

Tel qu'il montre ce tableau, le taux de chômage présente un changement modéré, la différence entre le taux de chômage entre la première et la deuxième période estime à 1.9 point, bien que la différence entre le déficit budgétaire entre la première et la deuxième période atteint à 3.1point. En revanche, la différence entre le taux de chômage de deuxième période et la troisième période estime à 0.5 point malgré le creusement de déficit budgétaire à 3.9 point et l'amplification des dépenses publiques à 34.7% du PIB. Cela veut dire que l'efficacité de la politique budgétaire en cette période a été diminuée.

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

III.II.2.iii.c. La Tunisie :

Graphique n° 3-48 : La performance de la politique budgétaire sur le chômage au Tunisie



Source : Données du FMI

La première période a été caractérisée par un décroissement du taux de chômage modéré notamment aux années 2001, 2002, 2003, 2004, notant aussi une diminution de 1.4 point du taux de chômage entre 2004 et 2005. A partir de cette année, des valeurs voisines sont été enregistré, jusqu'à l'année 2009 où le taux de chômage a été amplifié, une petite réduction a été constaté en 2010 mais il revient rapidement à un niveau très élevé atteint à 18.3%, la politique budgétaire poursuivie a pu réduire le taux de chômage presque à 2points pendant deux ans, mais il reste toujours élevé.

Ce tableau affiche les moyennes du solde budgétaire, de dépenses publiques, de croissance et du taux de chômage selon les périodes :

Tableau n° 3- 7 : Les moyennes du taux de chômage et des indicateurs budgétaire de Tunisie par période

	1 ^{ère} période	2 ^{ème} période	3 ^{ème} période
Solde budgétaire	-3.1	-2.1	-3.7
Dépenses publiques	27.1	24.2	27.4
Croissance	4.6	4.6	1.8
Taux de chômage	14	12.7	16.3

Source : tableau établi à partir du graphique

Chapitre III : L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire aux pays de Maghreb

Remarquant ici que le chômage en Tunisie est généralement élevé, duquel une moyenne de 14% a été enregistré à la première période, une réduction approuvable a été caractérisée la deuxième période, et une grande amplification du taux de chômage en troisième période.

Ce tableau résume tous les indicateurs étudiés de la troisième période :

Tableau n° 3-8 : Les moyennes des indicateurs budgétaires, de taux de croissance et de taux de chômage des pays du Maghreb de la période entre 2010-2013

	Algérie	Maroc	Tunisie
Solde budgétaire	-2.3	-5.1	-3.7
Dettes publiques	10.1	56.9	43.4
Croissance	2.7	4	1.8
Taux de chômage	10.1	9	16.3

Source : tableau établi à partir du graphique

Remarquant que la politique budgétaire en Algérie est soutenue dont elle enregistre une moyenne de déficit budgétaire ne dépasse pas 2.3% du PIB, une moyenne de la dette publique estimée à 10.1% du PIB mais avec une performance modérée sur la croissance et le chômage, bien que les efforts de l'Etat pour soutenir les finances publiques simultanément avec la réalisation des objectifs de la politique budgétaire. Ils s'agissent notamment sur la gestion des recettes de l'Etat réalisées à travers le fonds de régulation des recettes et d'autres politiques telles que les politiques de travail. La performance de la politique budgétaire des périodes précédentes ont été mieux que celle-ci.

Au Maroc en revanche, la soutenabilité des finances publiques est approximativement critiquée mais en même temps, son impact sur la croissance et le chômage est mieux que l'Algérie, bien sûr, si on néglige d'autres facteurs tels que la diversité des activités rentables comparativement avec l'Algérie.

Bien que la Tunisie soutienne leur finance publique mieux que Maroc, la performance de cette politique sur la croissance et le taux de chômage est très modeste.

Conclusion partielle :

Les effets de la crise économique mondiale qui a poursuivie par la crise des dettes souveraines européenne à laisser un effet sur les économies du monde mais à des différents degrés, il existe quelque secteurs qui ont connu des effets négative de ces crises successives. Les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) ne sont pas isolés de ces effets, à travers notre étude nous avons montré que la crise des dettes souveraines européenne qui est une continuité de la crise mondiale et un effet négatif et massif de cette dernière sur ses économies, a transmis un défaut d'une manière indirecte aux économies des pays du Maghreb, à travers les canaux de transmissions réels reconnu. Ce défaut a également donné un effet négatif sur la politique budgétaire au niveau de ces instruments (recettes-dépenses) et au niveau de sa performance (la croissance-taux de chômage), mais à des degrés différents selon l'interdépendance de ces économies avec les économies des pays européens et selon la diversité de leurs exportations des biens et des services.

En effet, l'Algérie a connu un creusement de son déficit budgétaire d'une manière massive en 2009 et un peu dure aux années qui suit, cela dépend aux perturbations dans le secteur des hydrocarbures qui représente la quasi-totalité les recettes totales au tant que l'économie algérienne est rentière. Cependant, les finances publiques ont généralement soutenable grâce à la politique poursuivie pour la gestion des finances publiques qu'il s'agit à la création de la caisse de régulation des recettes des hydrocarbures, en fixant le prix de baril à 19 dollars. La performance de la politique budgétaire dans ce pays est restée modéré dans la période de la crise.

De Plus, le Maroc a connu un creusement de son déficit budgétaire simultanément avec un déficit de balance commerciale ainsi que les effets de la crise qui ont frappée d'autres secteurs tel que le secteur de tourisme. Les finances publiques ne sont pas vraiment soutenable duquel la dette publique dans ce pays est approximative à 60%, si la situation de ce pays va rester en cette état, elle va connu une crise si on prendre en compte le niveau de déficit budgétaire, l'accumulation de la dette publique et le poids du PIB.

La Tunisie, a connu également un creusement de son déficit budgétaire, mais qu'il est inférieur par rapport à celui du Maroc, Pareillement pour la dette publique, l'impact du secteur du commerce international n'est pas bien illustré à cause de la nature des recettes totale qui est à l'origine des recettes récolté de la privatisation des établissements publics.